



Tout d'abord, je tiens à remercier les personnes qui m'ont accordé leur confiance en m'élisant au poste de Président du nouveau Conseil d'Administration en juillet 2014. J'aimerais adresser avant tout mes compliments et ma reconnaissance aux membres du Bureau exécutif sortant. Gary Kneip a renoncé à la reconduction de son mandat pour des raisons professionnelles. Je peux comprendre sa décision au vu du temps considérable que Gary a investi au cours des trois dernières années. Il a assumé en parallèle de la direction de son entreprise, la présidence de la **clc**, la vice-présidence et par la suite la présidence du Conseil Economique et Social ainsi que plusieurs mandats appartenant à notre organisation. Merci!

J'ai accepté cette nomination avec honneur, et ensemble avec mes Vice-présidents Bob, Georges, Jos et Laurent, je souhaite mettre toutes mes ressources à la disposition de notre organisation professionnelle.

Nous nous sommes mis à la tâche immédiatement. L'augmentation des taux de la TVA au 1^{er} janvier 2015 et la réorganisation de notre direction étaient nos premiers défis, et j'ose affirmer que nous avons réussi le pari! En tant que **clc**, nous avons largement contribué à préparer nos entreprises aux nouvelles règles fiscales. Nous avons également réussi à dissiper les craintes d'une détérioration considérable du pouvoir d'achat exprimées par de maintes organisations. Depuis le début 2015, notre Directeur Thierry Nothum est épaulé par Alain, Claude et Sylvie. Une redistribution des tâches et des responsabilités au sein de cette équipe aux compétences extrêmement larges et complémentaires, nous permettent de gagner encore en efficacité et réactivité.

Notre conjoncture semble se redresser des effets de la crise financière et économique des dernières années. Je m'en réjouis! Mais cette embellie ne profite pas à tous les secteurs. Le niveau de la consommation des ménages est à la traîne et depuis des années, la progression des chiffres d'affaires ne suivent plus le rythme de l'augmentation de notre population résidente.

Aussi, le Luxembourg souffre-t-il de défis sur le plan structurel : le taux de chômage qui reste élevé malgré la création de nouveaux emplois, la pérennisation de notre système d'assurance pension ou les coûts du logement qui augmentent bien plus rapidement que les revenus des ménages et freinent ainsi la consommation, pour n'en citer que quelques-uns.

En tant que chef d'une entreprise familiale de taille moyenne, je ne me plains pas de la responsabilité que je porte envers ma famille et mes collaborateurs. Je peux m'apercevoir quotidiennement des sources de satisfaction d'un entrepreneur, mais aussi des défis et de ses soucis. La bureaucratie bloque des ressources que l'entrepreneur devrait pouvoir investir dans le développement de ses activités. Les rigidités de notre droit du travail me paraissent souvent déphasées par rapport à un marché et à une société qui, pourtant exigent flexibilité et réactivité. Dans notre société d'aujourd'hui, l'entrepreneur ne jouit pas toujours d'une très grande considération et il ne dispose pas d'un vrai statut à l'instar du personnel salarié, probablement des freins qui ne favorisent pas l'esprit d'entreprendre qu'il nous est difficile d'inculquer aux jeunes talents.

La **clc** veille en permanence aux évolutions sur les marchés qui sont propres au commerce, aux transports et aux services. Elle est à l'écoute de ses membres et entretient des relations permanentes avec les décideurs politiques et administrations pour améliorer l'environnement socio-économico-législatif. Notre organisation fait de son mieux pour partager avec ses membres les informations et enseignements contribuant à la professionnalisation des entreprises. En sa qualité d'apporteur de solutions, elle ne se limite pas uniquement à identifier les problèmes, mais s'implique également à reconnaître des opportunités et à trouver des réponses dans une approche consensuelle et constructive.

J'aimerais poursuivre dans la voie tracée par mes prédécesseurs et je réitère ma volonté de m'engager, ensemble avec les membres du Bureau exécutif, du Conseil d'administration et avec l'aide précieuse de l'équipe de la **clc**, que je remercie d'ailleurs ici sincèrement, pour notre cause commune de faire avancer notre économie et d'assurer la prospérité de notre pays. En m'appropriant la citation de Maurice Blondel que l'avenir ne se prévoit pas, mais se prépare, j'appelle à tous les entrepreneurs de contribuer à relever ensemble les défis de demain !



Fernand **ERNSTER**

SOMMAIRE

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| Le mot du président | 3 |
| 01. L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2014 | 8 |
| a. Le discours de l'Assemblée générale 2014 | 9 |
| b. Le Conseil d'administration | 12 |
| c. Le Comité exécutif | 13 |
| 02. LA RÉTROSPECTIVE EN 2014 | 14 |
| 03. LES RESSOURCES HUMAINES | 19 |
| a. Les collaborateurs de la clc | 21 |
| b. L'organigramme 2014 avant élection | 21 |
| c. L'organigramme 2014 après élection | 22 |
| 04. LES CONSEILLERS ET LEURS FÉDÉRATIONS | 23 |
| a. Claude BIZJAK | 24 |
| AECF | 26 |
| FLLAM | 28 |
| OPAL | 29 |
| b. Elisabeth CRUZ | 30 |
| FLVS | 32 |
| SAVL | 34 |
| LMV | 36 |
| ULAV | 37 |
| c. Robert KUMMER | 39 |
| FEDELUX | 40 |
| FLEAA | 42 |
| Groupe de travail « navigation fluviale » | 43 |
| d. Serge MOULIN | 44 |
| Groupement Transport | 46 |
| SPL | 48 |

| | |
|---|----|
| e. Alain PETRY | 50 |
| ADAL | 52 |
| FLLV | 53 |
| GARD | 54 |
| Groupe de travail « services postaux » | 55 |
| f. Isabelle PHALIPPOU | 56 |
| CIGDL | 58 |
| FEMACO | 60 |
| FIABCI | 61 |
| FLL | 62 |
| GSPL | 64 |
| g. Rafael RAIMUNDO | 66 |
| APSI | 67 |
| Design Luxembourg | 68 |
| Espace Pub | 69 |
| FEDAM | 72 |
| Markcom | 74 |
| h. Lucia SEDA | 75 |
| Antiquaires et Brocanteurs | 76 |
| APFM | 77 |
| FEBU | 78 |
| FELSEA | 80 |
| FEMO | 82 |
| h. Silvia TEIXEIRA | 84 |
| FEDIB | 85 |
| GME | 86 |
| Groupement Combustibles | 89 |
| 05. DOSSIERS SOCIO-ÉCONOMIQUES | 89 |
| a. La Tripartite | 89 |
| b. La sécurité sociale | 89 |
| Le système des soins de santé | 90 |
| c. Sécurité-Santé | 90 |
| 8 ^{ème} Forum de la sécurité et de la santé au travail | 90 |

| | |
|---|-----|
| d. L'emploi | 91 |
| Le Comité permanent du Travail et de l'Emploi (CPTE) | 91 |
| Le Comité de conjoncture | 91 |
| Le Comité du travail féminin | 92 |
| L'ADEM - La création d'un «Service employeurs» | 92 |
| e. La formation | 92 |
| Le Forum des ressources humaines | 93 |
| Fit4commerce | 93 |
| La formation continue – chauffeur professionnel | 94 |
| f. L'économie | 94 |
| Retail Market Monitoring | 95 |
| La TVA | 96 |
| 06. LA CLC DANS LES INSTITUTIONS | 97 |
| a. Chambre de commerce | 97 |
| b. Confédération des Classes Moyennes a.s.b.l. | 99 |
| c. UEL | 99 |
| d. Cluster for Logistics Luxembourg a.s.b.l. | 99 |
| e. Conseil de la Consommation | 100 |
| Commission ad hoc « Formation des prix» | 100 |
| f. CES | 101 |
| g. Haut comité pour le soutien des PME | 101 |
| h. MCAC | 102 |
| i. SNCI et Commission loi-cadre | 102 |
| j. SNCT, SNCH et SNCA | 102 |
| k. EuroCommerce | |
| 07. SHOPPING IN LUXEMBOURG – GOOD IDEA | 103 |
| 08. RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES ET DÉVELOPPEMENT DURABLE | 107 |
| a. Ecotrel | 107 |
| b. Valorlux | 107 |
| c. Ecobatterien | 107 |
| d. INDR | 109 |
| 09. LES MEMBRES | 109 |
| a. Liste des fédérations membres | 111 |
| b. Liste des représentations européennes et internationales | 112 |

Mesdames, Messieurs les présidents de nos fédérations et groupements,
Chers membres, collaborateurs et amis,

C'est la dernière fois aujourd'hui que je prends la parole en tant que Président de la **clc**. Pour des raisons professionnelles je n'ai pas reposé ma candidature. Je laisse les rênes à quelqu'un d'autre qui prendra la relève, et je souhaite à cette personne d'ores-et-déjà bonne chance pour son mandat.

Je tiens à remercier tous les membres du bureau exécutif qui m'ont soutenu durant les trois dernières années. L'étroite collaboration avec les vice-présidents est indispensable pour s'attaquer à tous les défis auxquels nous devons faire face au quotidien.

Trois années passent très vite. Les dernières ont été marquées par les suites de la crise économique et financière. L'année 2013 a été marquée en plus par la crise institutionnelle au Luxembourg, provoquant la démission du Gouvernement et des élections avancées en octobre 2013 ce qui a évidemment largement influencé les travaux de la **clc** pendant le deuxième semestre (cahier de revendications, entrevues avec les partis politiques, analyse, résumé et commentaires des programmes électoraux, recommandations aux partis et prise d'influence sur le programme de coalition...).

Si le lobbying doit faire avancer certains dossiers, il faut aussi s'investir parfois pour empêcher des décisions qui pourraient être prises à l'insu de l'économie. Le rôle important de la **clc** dans les coulisses de la politique reste pour la plupart invisible d'où la nécessité d'être omniprésent en permanence.

Et les résultats sont là ! La **clc** est reconnue en tant que porte-parole des secteurs du commerce, des transports et des services. Un membre du Gouvernement (Corinne Cahen était membre du CA de la **clc**) et une députée (Christiane Wickler également ancien membre du CA) sont issues de nos rangs. Personnellement, j'ai eu le privilège de conseiller le Gouvernement au moment de sa formation en matière de politique IT.

Je sens que la **clc** est reconnue en tant que partenaire qui contribue au devenir du pays parce qu'elle est peut être critique, mais en revanche elle est réactive, disponible et collaborative dans un esprit constructif. Elle dispose de compétences grâce à l'implication de ses mandataires et de son équipe dévouée, expérimentée et hautement qualifiée.

Le professionnalisme et la représentativité de la **clc** sont témoignés par le nombre de 58 fédérations affiliées, par exemple la récente constitution dans nos rangs de la fédération des crèches privées (FELSEA) ou l'intégration du secrétariat du Syndicat des Pharmaciens dans la **clc** à partir de septembre 2014. Last but not least, quelle belle confirmation de notre travail si je constate que nous n'avons jamais auparavant enregistré un nombre aussi impressionnant de candidats pour nommer les 21 mandats d'administrateurs : nous aurons la chance, mais malheureusement aussi la lourde tâche de désigner 21 représentants de notre AG parmi 29 candidatures ! WOW !

Nous sommes sur la bonne voie ; la **clc** continuera d'être un apporteur de solutions et d'œuvrer sans relâche au bénéfice de tous ses membres.

Merci !



Gary **KNEIP**



CLC – ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2014

Le Conseil d'administration

Le CA constitue l'émanation légale de l'Assemblée générale responsable des affaires de l'association. Tout en œuvrant sous le contrôle de l'AG, le CA et l'AG travaillent ensemble dans une transparence absolue.

Le CA définit les orientations politiques de l'association et détermine ainsi la vision, les objectifs spécifiques, les axes stratégiques et les valeurs organisationnelles. Il élit son président et les vice-présidents qui se réunissent en Comité exécutif.

Il se prononce par votation sur les bilans de gestion, les plans stratégiques, les budgets prévisionnels et les comptes et bilans financiers de la **clc**. A cette fin, il est le garant, face à l'AG, du respect des obligations d'objectifs et de moyens.

Il assume par votation les diverses obligations légales liées au cadre légal financier auquel est soumis la **clc**.

Le CA, composé de 21 administrateurs, accompagne la **clc** dans la réalisation de ses missions.

Il s'est réuni quatre fois au cours de l'année 2014.

Pour la deuxième moitié de l'année 2014 et suite aux élections lors de l'Assemblée générale du 24 juin, la composition du Conseil d'administration était la suivante :

| COMMERCE | | |
|---------------------------|-------------------|---|
| Claude ALVISSE | MOEBEL ALVISSE | Fédération Luxembourgeoise de l'Ameublement FEDAM |
| Fernand ERNSTER | LIBRAIRIE ERNSTER | Fédération Luxembourgeoise des Libraires FLL |
| Anna FELGEN | FELGEN CREATION | Fédération de la Mode FEMO |
| Robert GOERES | GOERES HORLOGERIE | Groupement des activités commerciales diverses |
| Christian MAROLDT | MAROLDT | Fédération Luxembourgeoise des Négociants en matériaux de construction FEMACO |
| Raymond MUNHOWEN | IMEX DRINK | Fédération luxembourgeoise des Distributeurs en Boissons FEDIB |
| Raymond NIESEN | BUROTREND | Fédération Bureauatique FEBU |
| Michel RODENBOURG | L'EPICERIE | Groupement Alimentation |
| Laurent SCHONCKERT | CACTUS | Syndicat des importateurs-exportateurs et distributeurs-grossistes en alimentation et autres produits de consommation |

| SERVICES | | |
|-----------------------|--------------------------------|---|
| Jean DIEDERICH | KURT SALMON | Association des Professionnels de la Société de l'Information APSI |
| Carlo HEIN | PROPERTY MANAGEMENT LUXEMBOURG | Fédération Internationale des Professions Immobilières FIABCI |
| Gary KNEIP | DATA 4 | Association des Professionnels de la Société de l'Information APSI |
| Berny LEY | VOYAGES FLAMMANG | Groupement des Agences de Voyages du Grand-Duché GAVL |
| Georges MULLER | CEGECOM | Fédération des opérateurs alternatifs du Luxembourg OPAL |
| Netty THINES | MEDIATION | Association des agences conseils en marketing et communication MARKCOM |
| Bob WALTE | LEASEPLAN LUXEMBOURG | Fédération luxembourgeoise des loueurs de véhicules FLLV |

| TRANSPORTS | | |
|------------------------|----------------------|---|
| Louis DESLANDES | TRANSPORT HEIN | Groupement des Entrepreneurs de Transports |
| Edouard GOEDERT | AUTOPOLIS SA | Association des Distributeurs Automobiles Luxembourgeois ADAL |
| Jos SALES | SALES-LENTZ AUTOCARS | Fédération Luxembourgeoise des Exploitants d'Autobus et d'Autocars FLEAA |
| Roland SIMON | VOYAGES KOOB | Fédération Luxembourgeoise des Exploitants d'Autobus et d'Autocars FLEAA |
| Marianne WELTER | ARTHUR WELTER | Groupement des Entrepreneurs de Transports |

Le Comité exécutif

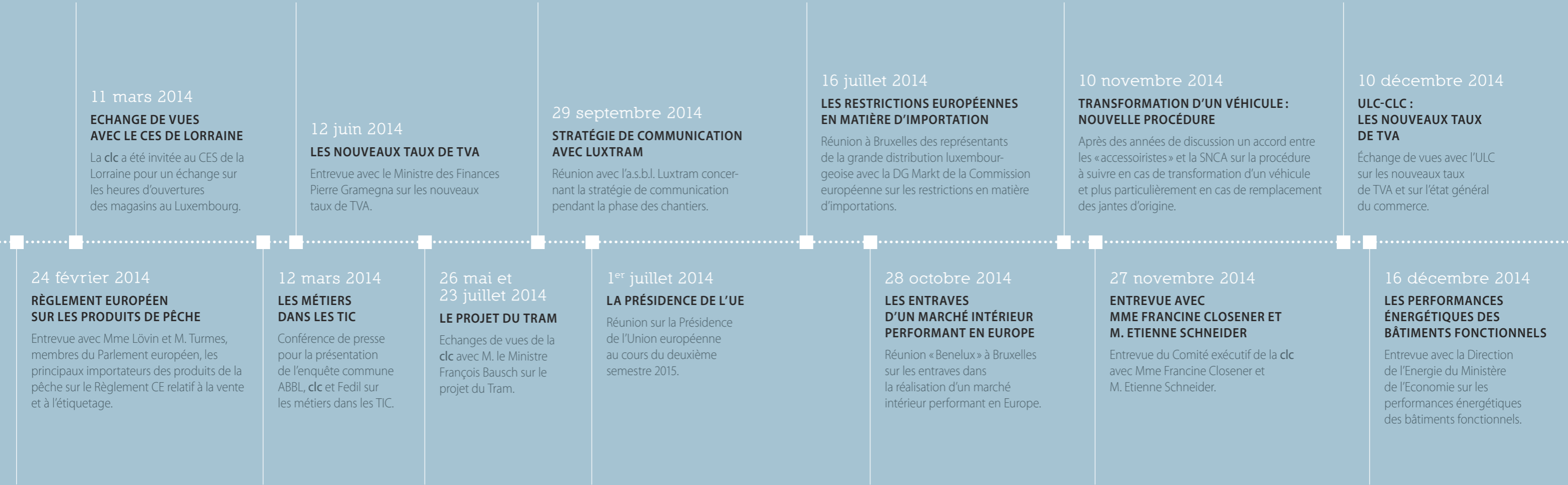
Le Comité exécutif émane du Conseil d'administration. Le Comité est un organe collégial composé du président du Conseil d'administration et de plusieurs vice-présidents ainsi que du Directeur. Organe de conseil et de supervision, il fait bénéficier la direction et les conseillers de la **clc** de sa sagesse et de son expérience des affaires économiques. Il est à l'écoute des fédérations et, en commun avec le Directeur, est leur représentant auprès du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale.

Conformément à la structure confédérale, les vice-présidents et le président représentent l'ensemble des membres de la **clc** et les secteurs desquels ils sont issus.

Le Comité exécutif s'est réuni 12 fois en 2014 et était présent à toutes les missions et représentations de la **clc**.

| NOM | ENTREPRISE / FIRME | FÉDÉRATION / GROUPEMENT / ASSOCIATION |
|---------------------------|----------------------|---|
| Président | | |
| Fernand ERNSTER | LIBRAIRIE ERNSTER | Fédération Luxembourgeoise des Libraires FLL |
| Vice-Présidents | | |
| COMMERCE | | |
| Laurent SCHONCKERT | CACTUS | Syndicat des importateurs-exportateurs et distributeurs-grossistes en alimentation et autres produits de consommation |
| SERVICES | | |
| Georges MULLER | CEGECOM | Fédération des opérateurs alternatifs du Luxembourg OPAL |
| Bob WALTE | LEASEPLAN LUXEMBOURG | Fédération luxembourgeoise des loueurs de véhicules FLLV |
| Jos SALES | SALES-LENTZ AUTOCARS | Fédération Luxembourgeoise des Exploitants d'Autobus et d'Autocars FLEAA |





Les collaborateurs de la clc

L'équipe de la **clc**, forte de 20 personnes est dirigée par Thierry Nothum, directeur et Yves Gordet, directeur adjoint. Yves Gordet a quitté la **clc** fin septembre pour entamer une retraite bien méritée. Un Comité de Direction est mis en place à la fin de l'année ; ce comité, composé par quatre personnes a pour mission d'optimiser les compétences et les ressources de la **clc** au bénéfice de ses membres, de ses collaborateurs et de ses partenaires. Thierry Nothum sera secondé par Claude Bizjak, Sylvie Fasbinder et Alain Petry.

La **clc** s'organise en plusieurs pôles de compétences et travaille en collaboration avec le Comité exécutif et le Conseil d'administration selon les règles de gouvernance en place.

L'équipe reflète la complexité socio-économique de notre pays : huit nationalités différentes et la maîtrise des langues française, allemande, anglaise, italienne et portugaise ; le luxembourgeois restant la langue véhiculaire en interne.

Les collaborateurs polyvalents de la **clc** sont spécialisés dans différents domaines dont la gestion, le droit en général (droit social, du travail, des transports ou immobilier en particulier), les médias, la communication, les nouvelles technologies, la comptabilité, les finances et les sciences humaines. La **clc** fonctionne selon un modèle collaboratif où chacun contribue de manière pertinente.

Parmi les missions confiées à la clc par ses 58 fédérations affiliées, on peut noter :

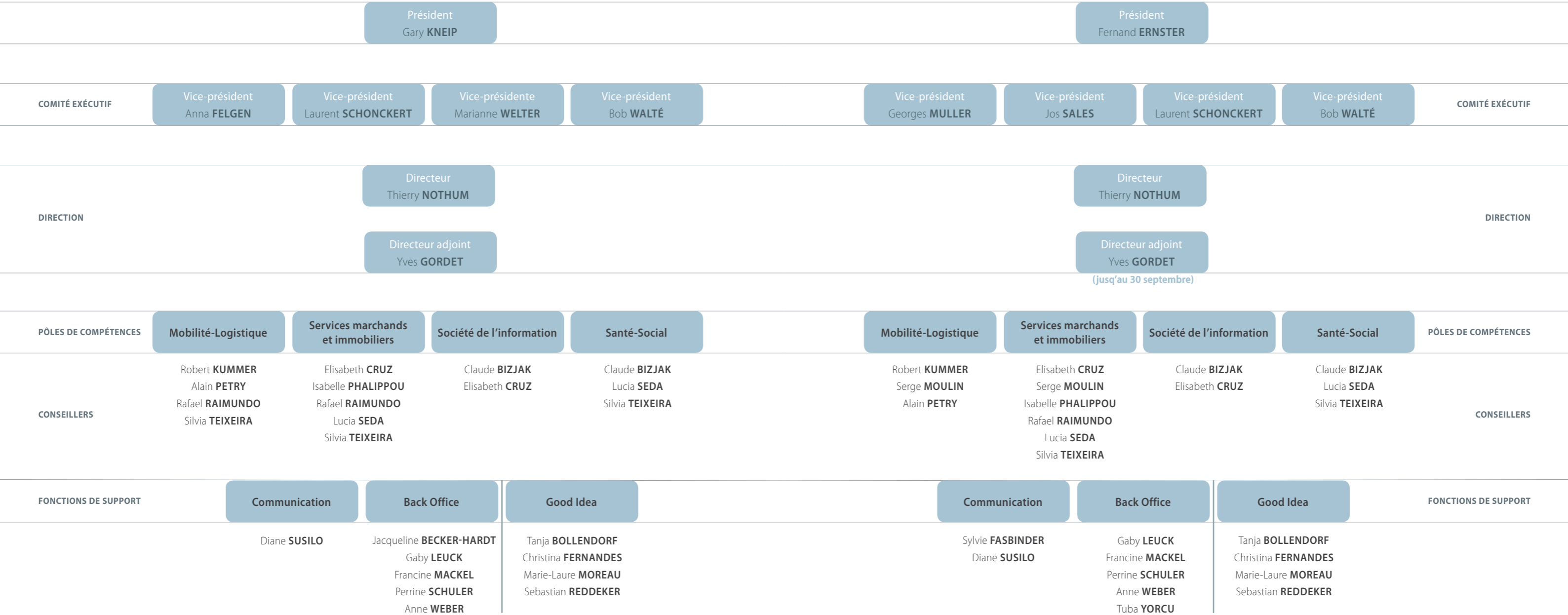
- la représentation des secteurs et fédérations sur le plan politique, auprès des administrations, de nombreuses instances gouvernementales (en direct ou par le biais de l'UEL - tripartite, quadripartite)
- la représentation de ses membres à différents organes, notamment à la Sécurité Sociale, à la Santé au Travail, au Conseil Arbitral, au Comité de Conjoncture, au CES...
- la représentation des membres et de leurs fédérations dans des groupes de travail consultatifs, des Conseils, Commissions et autres groupes de travail institutionnels et privés
- la représentation des membres et de leurs fédérations dans les médias, la communication et le marketing
- l'assistance et le conseil de manière générale
- l'information sur l'évolution de l'environnement législatif national et communautaire
- l'élaboration et la présentation de solutions à nos membres professionnels (à titre d'exemples, les associations Ecotrel et Valorlux)

La **clc** organise régulièrement des conférences et workshops sous le sigle FRH (Forum des Ressources Humaines), des conférences sur des sujets d'actualité (le changement de la tarification en matière de TVA fin 2014 ou les nouvelles normes concernant la sécurité alimentaire, par exemple), des événements networking en soirée. La **clc** émet des communiqués de presse, prend position par rapport aux actualités, elle communique à travers son site Internet et le **clconnect**, magazine édité cinq fois par an.

La **clc** préconise toujours une culture de service par rapport aux membres et par rapport aux collègues de travail permettant ainsi à chaque collaborateur de valoriser ses compétences. Les collaborateurs disposent d'une grande autonomie dans l'organisation de leurs heures de travail et sont encouragés à suivre des formations professionnelles.



Organigramme clc 2014
(– juin / avant les élections)



04 LES CONSEILLERS ET LEURS FÉDÉRATIONS



Claude BIZJAK



Claude Bizjak débuta sa carrière professionnelle au sein de l’opérateur mobile Tango où il sera en charge de la mise en place de contrats d’itinérance. En 2003, il rejoindra la maison mère de Tango, Tele2 Europe pour créer un nouveau département européen visant à optimiser la coordination technologique, contractuelle et financière des différents opérateurs mobiles du groupe Tele2 dans le domaine du roaming.

En 2005, il rejoindra à nouveau Tango en tant que product manager. Il sera en charge des produits existants ainsi que du développement de nouveaux produits tant dans le domaine de la télécommunication mobile que fixe. Ce poste lui permettra d’acquérir des connaissances approfondies dans l’élaboration de plans d’affaires, l’analyse de rentabilité, ainsi que du project management.

Après 10 ans dans le secteur des télécommunications, Claude Bizjak, rejoint la **clc** en octobre 2008. Considérant son parcours professionnel, la reprise du poste de secrétaire général de l’OPAL, l’association des opérateurs alternatifs au Luxembourg semble évidente. Ce poste lui permettra d’élargir son champ d’action dans le but de créer un marché des télécommunications innovant et compétitif au Luxembourg.

Outre ses missions pour les fédérations comme la FLLAM ou l’AECF, Claude Bizjak représente la **clc** dans un nombre d’institutions de la sécurité sociale, notamment la CNS, le CCSS et la mutualité des employeurs.

Année de constitution **2002**

AECF – Association européenne des commerçants-forains

Président: Roger **PELZER** | Charles **HARY**, vice-président | Serge **STAES**, trésorier | Gaston **BECKER**, secrétaire | Guy **BOUTARD**, Josée **GODART**, Arne **KALK**, René **LIPPERT**, Miguel **MARTINS**, Bas **SCHAGEN**, Gaston **SCHMOL**, administrateurs

L’AECF, fondée en 2002, a pour ambition de défendre les intérêts des exploitants forains et d’être une plateforme organisationnelle pour les différentes manifestations foraines au Luxembourg.

La 674^{ème} édition de la Schueberfouer fut à nouveau un grand succès. Pour la septième année consécutive, la **clc**, en collaboration avec le « comité international des festivités de la Schueberfouer », a fait la promotion des « carnets manèges » qui ont connu un énorme succès. Ces carnets, vendus exclusivement aux sociétés, permettent au détenteur de l’utiliser pour un tour sur pratiquement tous les manèges de la foire. Des centaines d’entreprises ont profité de l’occasion pour les offrir à leurs employés ou à leurs clients. Les carnets seront à nouveau disponibles pour la Schueberfouer 2015.

Pour l’année 2015, les forains luxembourgeois se sont donnés pour objectif d’optimiser encore davantage leurs budgets marketing ainsi que la collaboration avec les diverses administrations et communes.

Année de constitution **2009**

Année de constitution **2007**

FLLAM – Fédération Luxembourgeoise des Laboratoires d’Analyses Médicales

Président: Stéphane **GIDENNE** (Ketterthill – LLAM S.A.) **Membres:** Stéphane **GIDENNE** (Ketterthill – LLAM S.A.), président **Cyrial TALON** (LUXANALYSES SARL), trésorier **Bernard WEBER** (Laboratoires Réunis S.C.), secrétaire

La FLLAM, Fédération Luxembourgeoise des Laboratoires d’Analyses Médicales, a rejoint la **clc** en 2009. Elle a pour objet la relation scientifique avec le corps médical, la promotion et la défense des intérêts des laboratoires d’analyses médicales privés extrahospitaliers auprès de la tutelle (Ministères et Caisse Nationale de Santé).

En 2014, les membres de la FLLAM sont à nouveau victime d’une réduction tarifaire de 20 %. Cette dernière est imposée, contrairement aux négociations prévues par le code de la sécurité sociale, à nouveau par une loi budgétaire. Cette baisse ne pourra cependant plus être absorbée par la croissance naturelle du secteur. En conséquence le secteur se voit forcé d’appliquer un gel de recrutement et doit revoir ses investissements à la baisse.

Le gouvernement semble nier l’ouverture du domaine de la santé à la concurrence internationale. En effet, les baisses tarifaires récurrentes imposées au cours des dernières années, ne permettent plus aux laboratoires privés de se préparer à l’avenir. En même temps, le secteur de la biologie médicale privée est un secteur pouvant contribuer à la diversification et à la croissance de notre économie.

Nous ne pouvons qu’espérer que le gouvernement commence enfin à apprécier ce secteur à sa juste valeur et qu’il reconnaisse son potentiel de développement pour le Luxembourg.

OPAL – Fédération des opérateurs alternatifs du Luxembourg

Président: Jean-Francois **WILLAM** (Tango) **Georges MULLER** (Artelis), Jeannot **GRETHEN** (Orange), vice-présidents **Paul DENZLE** (Eltrona), trésorier **Rodrigo Benito ALONSO** (BT Luxembourg), Cyril **DUKIC** (Numéricable), Edouard **WANGEN** (Luxconnect), Jérôme **GRANDIDIER** (Telecom Luxembourg Private Operator), Thomas **ROUKENS** (Telenet Solutions), Colette **VAN OOTEGHEM** (Verizon Belgium Luxembourg), administrateurs

L’OPAL, la fédération des opérateurs alternatifs du Luxembourg, œuvre pour un marché des télécommunications ouvert et dynamique.

Depuis 2014, l’OPAL est confrontée à une multitude de changements réglementaires drastiques.

En effet, les analyses de marché, visant à déterminer les déficiences concurrentielles sur le marché, ont désigné **l’EPT comme opérateur puissant sur la quasi-totalité des marchés**. En conséquence, cette dernière est soumise à un certain nombre d’obligations qu’elle devra implémenter au cours des années 2015 et 2016.

Même si , l’OPAL se félicite de l’analyse du régulateur quant à la détermination des acteurs puissants, les opérateurs alternatifs sont néanmoins moins optimistes quant à la mise en œuvre pratique des obligations imposées. Ainsi, certains règlements nécessaires, à leur implémentation ne sont pas publiés et laissent les opérateurs dans un flou procédural.

Par ailleurs, le fait que les nouvelles procédures accordent un rôle plus passif au régulateur ne facilite pas le travail sur le terrain. En effet, l’ILR a opté pour un type de régulation d’habitude déployée dans des marchés bien plus matures, donc plus concurrentiels. Au Luxembourg, l’EPT (détenue à 100 % par l’état luxembourgeois) maintient cependant, les parts de marchés les plus élevées en Europe – notamment au niveau des accès large bande – qui frôlent encore aujourd’hui les 80 %.

Considérant les ambitions de l’ancien et du nouveau gouvernement de redynamiser ce secteur, notamment via la Stratégie gouvernementale UHD et encore les annonces du Premier Ministre sur la « Smart Nation », nous ne pouvons qu’espérer que les impulsions politiques nécessaires seront données pour faciliter une coopération exemplaire entre tous les acteurs dans l’implémentation de nouvelles mesures régulatrices.

Reste à noter le lancement du site www.opal.lu, point d’échange et d’information des opérateurs de télécommunication au Luxembourg.



Elisabeth CRUZ

Après ses études de commerce à Bruxelles, Elisabeth débute son parcours professionnel en 1997 au Portugal. Ses fonctions, au sein d'un grand producteur de lunetterie, lui permettront d'acquérir des connaissances approfondies dans le processus d'approvisionnement et logistique d'une grande société active au niveau international. En 2002, Elisabeth reprendra la fonction de chef de projet et sera responsable de la gestion et la production en gros de produits fabriqués sur mesure.

Au début de l'année 2011, Elisabeth rejoint la **clc** en tant que conseillère et met son expérience au profit de multiples fédérations. Outre, ses activités au niveau des fédérations, Elisabeth participe activement à divers dossiers horizontaux, notamment dans le domaine de la société de l'information.

FLVS – Fédération Luxembourgeoise des Vins et Spiritueux

Président: Marc **GALES** (Caves Gales) | Hubert **CLASEN** (Caves Bernard Massard), trésorier | Marc **KRIER** (Caves Krier Frères Remich), Georges **DESOM** (Caves St-Remy-Desom), Gérard **WENGLER** (Caves Wengler), Jean-Paul **HOFFMANN** (Domaine Mathes), administrateurs

Les activités en 2014

Les ventes de vins au Grand-Duché de Luxembourg ont progressé de 3,4 % au cours de l'année 2014. Toutefois, alors que les ventes de vins étrangers ont augmenté de 11,1 %, la consommation de produits indigènes est revenue de 13,3 à 10,7 litres par habitant, en 2014. Conséquence directe du faible niveau des stocks de vins luxembourgeois, après deux récoltes largement déficitaires, cette situation devrait s'inverser en 2015, grâce à une récolte 2014, en augmentation de 34,4 % par rapport à la moyenne des récoltes 2012 / 2013. Les conditions météorologiques exceptionnelles du printemps, avec un temps chaud et sec, ont en effet favorisé un développement harmonieux des grappes, à l'abri des maladies fongiques. Malgré les précipitations importantes du mois d'août, les raisins ont atteint une maturité optimale avec un excellent équilibre acidité / sucre.

Au cours de la période sous-revue, les exportations et réexportations de vins et crémants ont chuté de 3,2 % passant de 71 802 hl à 69 502 hl. La Belgique reste notre principal marché à l'export avec 72 % du total des (ré)exportations.

Afin de promouvoir l'image de marque des vins luxembourgeois dans les pays limitrophes, les membres de la FLVS ont participé, à travers la Commission de promotion des vins et crémants de Luxembourg, à des salons professionnels en Allemagne (Prowein – Düsseldorf) et en Belgique (Megavino – Bruxelles et Horeca Expo – Gand). La qualité des vins et crémants des membres de la FLVS a par ailleurs été distinguée lors de concours renommés en Belgique, en France et en Allemagne, par un grand nombre de médailles.

Sur le plan national, la FLVS a été un acteur majeur au sein du Fonds de Solidarité Viticole et de la Commission de gérance et de dégustation de la Marque Nationale, et au niveau international, elle compte parmi les membres fondateurs du Comité Européen des Entreprises Vins à Bruxelles et de la Fédération Internationale des Vins et Spiritueux à Paris.

Les perspectives pour 2015

En 2015, le défi pour les membres de la FLVS sera de reconquérir le marché national, en répondant aux attentes d'une clientèle internationale, avec des produits « sur mesure ».

En effet, plus de 43 % des résidents sont aujourd'hui de nationalité étrangère avec leurs habitudes de consommation propres. Avec une très large palette de cépages, les vins luxembourgeois, grâce à leur fraîcheur, leur finesse et leur fruité, devraient s'affirmer face à une offre qui est elle, aujourd'hui, mondiale.

Année de constitution **1994** (SAVL)

Année de constitution **1994**

SAVL – Syndicat des Agents de Voyages du Grand-Duché de Luxembourg

Président: Gianni **PIETRANGELO** | Gabrielle **WELTER**, trésorière | Bob **GOERENS**, Marc **LEYEN**, Hans Peter **SANER**, administrateurs

Les points importants en 2014

Le Syndicat des Agents de Voyages du Grand-Duché de Luxembourg (SAVL) s’est principalement penché sur des dossiers qui auront un impact sur le secteur des voyages, à court, voire à moyen terme.

Ainsi, le SAVL, en sa qualité de membre fondateur de la Commission Luxembourgeoise des litiges de voyages (CLLV) – cet organe de médiation qui a pour mission de trouver un règlement extrajudiciaire aux plaintes des consommateurs relatives à des voyages, vacances et circuits à forfaits conclus avec, ou via, des agences de voyages, situées au Grand-Duché de Luxembourg – a pris part aux discussions relatives au projet de loi portant introduction du règlement extrajudiciaire des litiges de consommation (REL) dans le Code de la consommation et modifiant certaines dispositions du Code. Il s’avère en effet, que le projet de loi pourrait avoir des répercussions quant au fonctionnement de la CLLV, laquelle envisage de devenir « entité qualifiée » en complément du « Médiateur de la consommation » qui serait la structure résiduelle de REL.

En 2014, la CLLV s’est réunie plusieurs fois pour traiter de plaintes de voyageurs qui ont abouti pour la plupart à un accord à l’amiable. La CLLV peut néanmoins se féliciter du nombre décroissant des plaintes introduites ces dernières années.

D’autre part, le SAVL suit avec intérêt les débats au niveau européen concernant la proposition de directive relative aux voyages à forfait et aux prestations de voyage assistées, et cela en étroite collaboration avec le Ministère de l’Economie.

Les perspectives pour 2015

Le SAVL continuera de se mobiliser pour défendre les intérêts de ses membres dans les dossiers en cours et futurs dans ce secteur en constante évolution.

LMV – Lëtzebuerger Maarteverband

Président: Niki **KIRSCH** | Edmée **GOUDEN**, trésorière | Sylvie **CLEES**, Angèle **SEIL**, Claude **SERRA**, Paul **DEVRY**, Romain **WOHL**, administrateurs

Les points importants en 2014

Le « Lëtzebuerger Maarteverband » a pour mission la défense des intérêts de ses membres et la promotion du « marché du frais » en mettant l’accent sur la qualité et la diversité des produits frais proposés par les marchands et maraîchers.

Dans ce sens, le **LMV** a concentré ses efforts dans la réalisation de diverses manifestations. **10 000 Œufs** colorés ont été distribués à Pâques. **La Journée des Notabilités** a suivi en juin et a permis de récolter **5 351.97 €** au profit de la « **Fondatioun Kriibskrank Kanner** ». En septembre 2014, ont eu lieu les traditionnelles **rentrées des marchés** en collaboration avec les communes de Dudelange, Esch-sur-Alzette, Mamer, Luxembourg, Diekirch, Kayl, Hesperange, Differdange, Strassen et Schifflange. L’édition 2014 du **Speedcooking : « Kachen um Maart »**, en collaboration avec le Service National de la Jeunesse et le Lycée Technique de Bonnevoie s’est tenue cette année pour la première fois à Differdange, en octobre.

Outre ces activités déjà considérées comme « traditionnelles », la commune d’Hesperange en collaboration avec le **LMV** a inauguré un nouveau marché à Hesperange, le 24 septembre 2014. Ce marché bi-mensuel se tient depuis, un mercredi sur deux de 16h00 à 20h00 devant la Mairie.

Pour la 9^{ème} année consécutive, le **LMV**, l’**APFM** et la **Fédération des Antiquaires et Brocanteurs du Grand-Duché de Luxembourg** ont organisé le **Glacismaart** en collaboration avec la Ville de Luxembourg et le Pôle de Commerce de la Grande-Région.

Enfin, à noter que parallèlement à la campagne de promotion générale des différents marchés qui combine supports traditionnels et digitaux, l’action spécifique à la Ville de Luxembourg – pénalisée par la présence de multiples chantiers – s’est intensifiée. Pour ne citer qu’un exemple, l’annonce du **LMV** a régulièrement habillé l’arrière de certains bus AVL.

Les perspectives pour 2015

Le **LMV** compte renforcer sa collaboration avec ses différents partenaires et poursuivre ses actions en vue d’attirer une clientèle toujours plus nombreuse et diversifiée sur les multiples marchés que compte le Luxembourg.

Date de création de la fédération : **2014**

ULAV – Union Luxembourgeoise des Agences de Voyages

Président : Fernand **HEINISCH** | Berny **LEY**, **vice-président** | Nicole **STEIN**, **trésorier** | Marc **BARNICH**, Yasmine **EICKHOFF**, Joël **KREMER**, Alberto **KUNKEL**, administrateurs

Les points importants en 2014

Les membres du GAVL ont souhaité insuffler un nouvel élan à la Fédération en vue de gagner en efficacité et ont estimé opportun de procéder à un changement de dénomination. Puisque l’ensemble des métiers du voyage y est représenté – organisateurs et agences de voyages couvrant aussi bien les voyages d’affaires que les loisirs – les membres ont opté pour ULAV, Union Luxembourgeoise des Agences de Voyages du Grand-Duché de Luxembourg. La Fédération s’est ainsi munie d’un nouveau logo accompagné d’une nouvelle identité visuelle et s’est dotée d’un nouveau site Internet (www.ulav.lu).

L’ULAV a pour vocation de valoriser l’engagement des membres qui adhèrent à une charte de qualité et de service. En outre, elle veut faire entendre une voix plus distincte et gagner en visibilité auprès des instances publiques et des organisations actives dans le secteur, ainsi qu’auprès du grand public.

Pour ce faire, l’ULAV a lancé une campagne de valorisation du métier d’agent de voyages lors du salon du Tourisme «Vakanz». Cette profession complexe exige la maîtrise des langues et des nouvelles technologies, des connaissances géopolitiques sur les destinations offertes, des qualités pointues au niveau du conseil et surtout une passion pour le monde du voyage.

Par ailleurs, l’ULAV met l’accent sur les services offerts par une agence de voyages. Cette dernière est un professionnel de confiance, un véritable partenaire de proximité qui propose des voyages sur mesure en fonction des desideratas et des budgets des clients et qui assiste les voyageurs en cas de problème ou de litige.

Enfin, l’ULAV s’intéresse à la proposition de directive relative aux voyages à forfait et aux prestations de voyage assistées ainsi qu’aux développements en matière d’apprentissage et de formation. Le projet de loi portant introduction du règlement extrajudiciaire des litiges de consommation dans le Code de la consommation et modifiant certaines dispositions du Code a aussi fait l’objet d’une attention particulière dans le cadre de la Commission Luxembourgeoise des Litiges de Voyages (CLLV).

Les perspectives pour 2015

L’ULAV lancera une action caritative au profit des projets développés au Cap-Vert par l’association SOS Villages d’Enfants Monde qui culminera par l’organisation d’un « Charity Gala » au mois de novembre 2015.

Aussi, l’ULAV continuera la promotion du « métier d’agent de voyages » et s’impliquera dans les dossiers d’actualité ayant trait au secteur.

Robert KUMMER



Après des études de sciences économiques à l'Université de Luxembourg, Robert Kummer débute sa carrière professionnelle dans l'aviation civile nationale, où il occupe une fonction d'agent de contrôle pendant cinq ans.

Ensuite, il poursuit son parcours professionnel en s'impliquant dans l'industrie brassicole luxembourgeoise. Pendant douze ans, en tant que responsable administratif, Robert s'y occupera de la bonne gestion administrative du patrimoine constitué par les licences de débits.

A l'âge de 40 ans, Robert décide de se lancer en tant qu'indépendant et crée sa propre entreprise. Pendant sept ans, il soutiendra les jeunes entrepreneurs à la création et au développement de leurs activités.

Après cette aventure hautement intensive et intéressante, Robert entre aux services de la Chambre de Commerce du Luxembourg. Il y revêtira la fonction de conseiller auprès de l'Espace Entreprises, qui fait partie intégrante du département Création et Développement Entreprises.

En octobre 2013, Robert a intégré l'équipe **clc**, en tant que conseiller de fédérations actives plus particulièrement dans les domaines du transport par route, par air ou par voies navigables. Il s'occupe également de la fédération des déménageurs luxembourgeois.

Année de constitution **1997**

FÉDELUX – Fédération des Déménageurs Luxembourgeois

Président : Max **CHORUS** | Alain **GALLION**, secrétaire | Stéphane **COMPAIN**, trésorière

Les points importants en 2014

L'année 2014 sera marquée par une période calme et de « business as usual », qui s'inscrit pourtant dans un marché national et international difficile, caractérisé par une augmentation constante aussi bien des coûts d'exploitations que des contraintes administratives.

En l'absence de nouveaux incidents ou facteurs majeurs influant directement le secteur du déménagement, la Fédélux continue à œuvrer dans la voie de la simplification opérative et administrative en relation avec ses activités.

La lourdeur des démarches nécessaires en matière de demandes d'admission en franchise des droits à l'importation de biens personnels appartenant à des personnes physiques et transférant leur résidence normale d'un pays tiers dans la Communauté ne permet pas à la Fédélux d'offrir un service optimal à ses clients. De l'avis de la Fédération des Déménageurs Luxembourgeois, ces démarches pourraient servir de bel exemple en matière de simplification administrative. Après deux entrevues fort constructives avec la direction des Douanes et Accises courant des années 2012 et 2013, la Fédélux garde l'espoir que les propositions y discutées conduiront à terme à des améliorations tangibles en la matière.

Depuis 2011, la Fédélux continue à développer son engagement au sein de la Fédémac, la Fédération Européenne des Associations de Déménageurs. Une présence régulière aux réunions et assemblées permet de renforcer considérablement les activités de lobbying de la Fédélux au niveau international.

La dernière assemblée générale de la Fédélux s'est tenue au siège le 21 mars 2014.

Année de constitution **1978**

FLEAA – Fédération luxembourgeoise des exploitants d’autobus et d’autocars

Président: Jos **SALES** | Roland **HEINISCH**, Frank **SCHILLING**, vice-présidents | Alix **MEYERS**, Victor **ALTMANN**, Jean **CLEMENT**, Jean-Claude **FRISCH**, Johnny **SCHAMMO**, Laurent **SCHANDELER**, Roland **SIMON**, Tom **STEPHANY**, administrateurs

Les points importants en 2014

2013 avait été une année riche en changements tant sur les plans organisationnels qu’au niveau du personnel. 2014 fut, quant à elle, une année riche en événements et en décisions opérationnelles.

Ainsi, la FLEAA a signé un nouveau contrat de concession avec la Ville de Luxembourg déterminant les conditions générales d’exploitation de roulements exécutés par des entreprises privées pour le compte de la Ville de Luxembourg.

De même, la FLEAA coopérative a été chargée par le Ministère du Développement Durable et des Infrastructures pour opérer sensiblement l’intégralité du transport complémentaire d’accessibilité pour personnes à besoins spécifiques communément appelé «CAPABS». Le 1^{er} septembre 2014, un nouveau Bureau Central de Coordination a été mis en place, organisant le bon déroulement du transport en support des centres spécialisés à travers tout le Grand-Duché de Luxembourg.

La FLEAA a également été retenue comme partenaire officiel du Ministère des Affaires Etrangères chargé par le gouvernement luxembourgeois de la mise en œuvre des appuis logistiques et organisationnels dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l’Union Européenne qui se déroulera du 1^{er} juillet au 31 décembre 2015.

Les interventions régulières de la FLEAA au Conseil Transport de Personnes (CTP) au sein de l’IRU (Union Internationale des Transports routiers), ont été couronnées en 2014 par la nomination de son président à la présidence de l’IRU, organe exécutif de l’Assemblée générale de l’IRU.

Sept réunions du groupe de travail « Couloirs pour bus », dans lequel la FLEAA est membre à part entière, ont contribué au développement constant des voies réservées aux bus, assurant ainsi une qualité élevée du transport de personnes.

D’autre part, la FLEAA a été l’instigatrice et dirigeant d’orchestre dans l’élaboration d’une nouvelle réglementation modifiant les temps de conduites et de repos des chauffeurs de bus affectés sur les lignes de parcours régulières inférieures à 50 kilomètres de distance. Cette législation fera bientôt l’objet d’un nouveau règlement grand-ducal.

Enfin, l’année 2014 entrera dans les annales comme l’année de la réorganisation intégrale du transport en commun. Celle-ci s’imposant à l’horizon de la disparition de la deuxième plus grande gare routière du centre-ville, le centre Hamilius.

L’année 2014 c’était aussi :

- dix réunions du Bureau Exécutif,
- sept réunions du Conseil d’Administration,
- deux assemblées générales
- deux entrevues avec le Ministre de la tutelle,
- deux nouvelles catégories de bus introduites pour des véhicules hybrides et à double étage,
- la reprise des négociations de la convention collective.

Les perspectives pour 2015

Le défi pour 2015 sera le repositionnement du Réseau Général des Transports Routiers (RGTR) dans le contexte de l’arrivée des premières rames du Tram en particulier et du développement du transport public à l’horizon 2020 en général.

Groupe de travail « navigation fluviale »

Contact : Wim **MACLEANEN**

Les points importants en 2014

Le Groupe de Travail « Navigation Fluviale » a vu le jour en 2010 et fonctionne sous l'égide du Groupement Transport. Il réunit une douzaine d'entreprises actives dans le transport de fret sur voies navigables, notamment la Moselle et le Rhin. Le secteur exploite quelque 450 navires et emploie environ 3 000 salariés.

Le 26 juin 2014, les responsables des commissions fluviales de la Moselle respectivement Centrale pour la Navigation du Rhin ont échangé un arrangement de coopération, venant affermir un accord de coopération déjà signé en 2008 témoignant de la volonté de coopération entre les deux instances afin d'accroître le rôle important que joue la navigation fluviale dans la chaîne logistique du marché de fret européen.

Une table ronde fut organisée le 15 juillet à Grevenmacher portant notamment sur le marché du transport fluvial, les différents modèles d'exploitation des bateaux, les différents programmes politiques européens et enfin les possibilités et structures de financement des bateaux.

Elément de sécurité clé de premier ordre, l'utilisation de l'AIS Intérieur et de l'ECDIS Intérieur ou d'un appareil comparable pour la visualisation de cartes a été rendu obligatoire sur le Rhin à partir du 1^{er} décembre 2014 et sera obligatoire sur la Moselle à partir du 1^{er} janvier 2016.

L'année 2014 fût aussi l'année des festivités. Citons en première ligne le 50^{ème} anniversaire de l'ouverture de la Moselle à la navigation à grand gabarit. La cérémonie solennelle s'est déroulée au Château de Schengen le 2 juin suivi d'un congrès économique le 3 juin à Trèves et enfin d'un colloque sur les enjeux environnementaux le 4 juin à Malbrouck.

N'oublions pas le baptême du Sirocco en date du 24 septembre 2014 à Grevenmacher, un gazier de toute dernière génération navigant sous pavillon Luxembourgeois.

Deux événements phares à échelle européenne et concernant la navigation fluviale en Europe, ont été célébrés le 19 et le 20 novembre au European Convention Center à Luxembourg Kirchberg sous les enseignes « Barge to Business » et « Riverdating ».

Enfin, le Groupe de travail suit aussi avec intérêt l'évolution du projet de loi 6530 concernant la gestion du domaine public fluvial portant entre autres sur l'immatriculation des bateaux de navigation intérieure et l'hypothèque fluviale. L'évolution de ce projet de loi tiendra notamment compte des exigences de qualité qui s'imposent aux bateaux de navigation intérieure sous pavillon luxembourgeois.

Les perspectives pour 2015

Pour 2015, le secteur s'attend à la mise en place d'une législation instaurant un cadre juridique favorable au développement du secteur de la navigation fluviale.

Serge MOULIN



Serge Moulin a rejoint la **clc** en juillet 2014 pour renforcer l'équipe de Conseillers. Après avoir passé un baccalauréat européen en sciences à Luxembourg en 1986, Serge a poursuivi ses études à l'Ecole Nationale de l'Aviation Civile à Toulouse. Pendant 25 ans, l'aviation civile fût son domaine de prédilection dont l'essentiel s'est déroulé en tant que pilote de ligne sur court et moyen-courrier en Europe - Méditerranée jusqu'en 2011.

Depuis, suite à une première expérience en tant que co-fondateur d'une société d'aviation entre 2005 et 2007, Serge a saisi l'opportunité de répéter cette démarche dans le domaine des énergies renouvelables et durables jusqu'en 2014.

Aujourd'hui, Serge entame un troisième parcours en tant que conseiller à la **clc**. La tâche qui lui est dévolue est celle de l'intégration du Syndicat des Pharmaciens Luxembourgeois au sein de la **clc** ainsi que la prise en charge du Groupement Transport.

Année de constitution **1969**

Groupement des Entrepreneurs de Transports

Présidente : Marianne **WELTER** ■ **Fernand CONRARDY**, **Henri RINNEN**, vice-présidents ■ **Danielle BONN**, trésorier ■ **Stéphane BOURGEOIS**, **Louis DESLANDES**, **Michel GRECO**, **Michael KAHL**, **Michel MAQUIL**, **Susi MAYER**, **Rudy SAELENS**, **Klaus SAUERWEIN**, **Philippe THEOBALD**, **René ZIMMERMANN**, administrateurs

Les points importants en 2014

Le Groupement des Entrepreneurs de Transports est actuellement présidé par Madame Marianne Welter et représente, avec ses quelque 240 affiliés, 60 % des entreprises de transports établies au Grand-Duché. Son Conseil d'administration, composé de 14 membres s'est réuni à 5 reprises et a couvert les grandes lignes suivantes :

- **Un paquet « Contrôle technique »** ayant été approuvé par le Parlement Européen au printemps, certains allègements au niveau du contrôle technique pourraient être mis en place à l'instar des recommandations de l'UE.

Dans l'attente de l'entrée en vigueur de ces mesures d'ici fin 2015, dont le passage de 6 à 12 mois pour l'intervalle du contrôle technique pour véhicules lourds, la SNCA / SNCT a opéré des changements significatifs sur tous ses sites pour absorber l'augmentation de la demande en modifiant les horaires, les modes de réservations et de paiements.

- **La formation professionnelle continue (Code 95) et le Centre de Formation pour Conducteurs (CFC) :**

Au cours du deuxième semestre, afin d'éviter l'effet « entonnoir de dernière minute », un effort particulier a été accompli pour s'assurer que tous les intervenants concernés par la formation continue des conducteurs professionnels prennent la mesure de l'enjeu par rapport à la date butoir du 10 septembre 2016 et l'obtention obligatoire du « Code 95 » pour valider l'usage du permis de conduire.

Il faut souligner ici que les échos confirment l'excellence de l'offre du CFC et que leur formation est en tête du peloton en Europe et d'ajouter cependant que l'harmonisation des critères de qualité fait défaut au sein de l'UE.

- **Côté relations de voisinages** avec les pays limitrophes, conjugué aux exigences des « Directives européennes et les accords Benelux », certains freins ou situations iniques compliquent l'équation de bon fonctionnement du secteur « transport ».

Citons deux tendances nationales à mettre des **barrières réglementaires** en réaction à des pratiques de « dumping » social liées aux **temps de repos** et aux règles de **cabotage** qui rendent le Transport International Routier (TIR) plus contraignant depuis le Grand-Duché.

- **Le Repos hebdomadaire** hors cabine rendu obligatoire récemment en France et l'**introduction**, au 1^{er} janvier 2015, **d'un salaire minimum en Allemagne**, faisant suite à une volonté de pallier à un manque ou une absence de réglementation claire, ont suscité une levée générale de boucliers de toutes parts.

La loi allemande stipule, entre-autre, que pour « toute » portion et « type » de trajet effectué sur le territoire allemand, le conducteur concerné doit être en mesure de prouver principalement qu'il perçoit un salaire brut minimum de 8,5 €/h. Ce chiffre a fait bondir de nombreux pays-membres dont les tarifs horaires sont bien inférieurs. Ils ont décidé d'agir devant plusieurs instances nationales et la Commission à Bruxelles pour non-conformité avec les dispositions du droit européen.

Pour sa part, le Luxembourg, a exigé d'être exempté des contraintes administratives prévues. D'abord en raison du fait que nos conditions sociales existantes sont plus favorables puis en invoquant le droit à la protection des données... Affaire à suivre de près d'ici le début de la Présidence luxembourgeoise de l'UE au 1^{er} juillet 2015.

- **La libéralisation du transport de containers « 45 pieds » au Benelux** suite à la signature de ces accords, il importe de rappeler le rôle du noyau Benelux. En effet, l'article 350 du traité de Lisbonne (2007), confère au Benelux les bases juridiques nécessaires pour pousser la collaboration mutuelle plus rapidement et plus loin qu'au sein des institutions européennes et c'est grâce à cette 'clause d'habilitation' que le Benelux peut s'affirmer comme le pionnier ou l'incubateur de l'intégration européenne.

Depuis un an, le Grand-Duché met en œuvre une stratégie qui vise à la fois l'amélioration et l'intégration de ses infrastructures logistiques dans le but d'assurer une continuité et une qualité entre les différents modes depuis les grands ports-containers européens jusqu'au bout du dernier « kilomètre » de la chaîne logistique.

A ce titre, les travaux de la plateforme logistique de Bettembourg prévoient le lien ferroviaire-intermodal (conteneurs de 45 pieds) et un accès autoroutier proche, le tout à proximité du Cargo Center de l'aéroport. Des phases pilotes impliquant tous les intervenants de la chaîne logistique vont faire suite (fin 2015 à ce jour) à l'étude de faisabilité du MDDI en vue de proposer un modèle d'optimisation des méthodes de distributions du dernier kilomètre depuis un ou plusieurs CDU (Centre de distribution Urbain). Le modèle résultant permettra d'augmenter les facteurs de charges, de réduire l'impact des émissions nocives grâce au désengorgement du réseau routier et d'utiliser des véhicules adaptés et moins polluants, diminuant ainsi d'autant l'empreinte carbone.

La croissance galopante d'une chaîne toujours plus complexe du transport de marchandises, « le tout-vite-à bas prix » et la nécessité d'intégrer une plus grande diversité de métiers qui exige de refondre les pratiques actuelles, verront naître, pour l'automne 2015, en complément de la formations initiale et continue, des modules de formation pour logisticien à la Luxembourg School of Commerce (LSC). Ces modules permettront d'alimenter la filière de ce secteur de plus en plus demandeur et exigeant de par la spécialisation des métiers qui vont être générés et coïncidera en particulier avec le lancement du Centre de Logistique de Bettembourg courant 2016.

Les perspectives pour 2015

Les frontières du marché européen se sont ouvertes et la part du transport routier ne cesse de rogner celle d'autres secteurs, mais le manque de cohérence et de cohésion au sein de l'UE rend la concurrence internationale toujours plus dure au détriment de critères qualitatifs qui font la trame de notre modèle social et économique.

La problématique du contrôle du **repos hebdomadaire** hors-cabine en France et la loi allemande **MiloG**, instaurées en réaction à des pratiques de « dumping » social, sont loin d'être résolues. Beaucoup aimeraient les voir disparaître comme cela fût le cas du projet « Ecotaxe », abandonné par le gouvernement français suite aux pressions exercées par la profession.

Pour l'instant, concernant la loi **MiloG**, seul le T.I.R. en « transit » fait l'objet d'une suspension de l'application de ces dispositions, au moins pour le 1^{er} semestre 2015.

A la grogne générale s'ajoute désormais une autre pratique montrée du doigt : celle d'une activité en forte augmentation qui concerne l'exploitation de véhicules de moins de 3,5 t qui empiète sur le transport routier et qui n'est pas soumise aux exigences et contraintes de limitations de vitesse ou les temps de repos applicables au transport de véhicules lourds.

D'ajouter que la Belgique et l'Allemagne comptent introduire ou étendre des taxes routières à plus de véhicules et / ou sur l'ensemble du réseau routier.

En prévision de la Présidence 2015 de l'UE, le Groupement Transport et la **clc** suivront de près tous les travaux en cours et à venir.

Pour conclure, courant juin 2015, une nouvelle édition du fascicule de « L'Essentiel de l'ADR 2015 » sera publiée et la nouveauté sera sa diffusion bilingue : en français et en allemand.

SPL – Syndicat des Pharmaciens Luxembourgeois a.s.b.l.

Président: Alain **DE BOURCY** ■ Danielle **BECKER-BAUER**, vice-présidente ■ Marianne **MEYERS**, secrétaire générale ■ Joséane **MARTENS-PAULUS**, secrétaire adjointe ■ Evelyne **SCHON-TANSON**, trésorière ■ Félix **MARTZEN**, Carole **SCHOUP-MAJERUS**, Yves **MISCHO**, membres

Les points importants en 2014

Quelques dates-clefs

Depuis sa création le 11 décembre 1933 sous forme d’une a.s.b.l., le Syndicat des Pharmaciens Luxembourgeois (SPL) regroupe tous les pharmaciens et pharmaciennes titulaires d’une officine privée ou d’une concession d’Etat et, de 1995 à 2014, sa gestion au quotidien a été assuré par une permanence au siège du syndicat à Luxembourg.

Fin 2010, le SPL décide de s’affilier à la **clc** pour bénéficier de compétences complémentaires dans divers domaines communs à d’autres fédérations.

Le 22 août 2014 fut la dernière date-clef à laquelle le SPL franchit un pas de plus en signant un contrat de service avec la **clc**, marquant ainsi le transfert officiel de toutes ses activités à partir du 1^{er} novembre 2014.

Aujourd’hui, le syndicat est représenté par son conseil d’administration de huit membres, élus parmi les titulaires des 95 officines existantes.

Les rôles et attributions du syndicat

Le **SPL assure** la continuité de la représentation de ses membres auprès des **Ministères de tutelles que sont la Santé et la Sécurité sociale** en participant à plusieurs commissions dont la surveillance des prix des médicaments sur ordonnance, la plateforme « e-Santé » qui englobe le suivi du « dossier-patient » à venir et la négociation de la convention qui lie le SPL à la Caisse Nationale de Santé.

Le **SPL est l’interlocuteur privilégié** de la **Division de la Pharmacie et des Médicaments (DPM)** concernant l’élaboration et le suivi de sujets propres ou communs aux professions de santé, dont la réglementation de la **vente en ligne**, l’introduction de la substitution de médicaments dits « **génériques** » et la **refonte du droit de la pharmacie** en général.

En concertation avec les autorités, le SPL élabore le **plan de garde** annuel et assure l’encadrement de la **formation professionnelle** continue. Le SPL participe aussi aux travaux trimestriels du Groupement Pharmaceutique de l’Union Européenne à Bruxelles (GPUE).

Les «Dossiers principaux»

La plateforme « e-Santé » : ce projet consiste à fédérer tous les intervenants impliqués dans la chaîne de santé afin d’améliorer l’accès et le suivi du « dossier-patient ». Les points importants étant l’acceptation du principe de participation par chaque citoyen et l’accès et la protection des données.

La traçabilité des médicaments : le développement de ce programme européen vise à enrayer toute possibilité d’introduction de « falsifications » sur le marché, depuis la production jusqu’à la délivrance en pharmacie.

Le plan Cattenom : la rentrée en septembre 2014 fut entamée par la participation de toutes les officines, ensemble avec la Direction de la Radioprotection du Ministère de la Santé, à la mise en œuvre de la campagne dite « Plan Cattenom » dont le but a été la distribution préalable, en cas d’accident nucléaire, de comprimés iodés au Grand-Duché.

Les médicaments substituables : l’introduction de médicaments dits « génériques », fut également un thème nouveau qui a été annoncé en septembre 2014 par le Gouvernement et dont la mise sur le marché date du 1^{er} novembre. Ici aussi, la clarté de l’information auprès du patient aura joué un rôle important en vue de l’acception des changements et d’assurer la continuation de ce principe et d’ainsi réaliser des économies tout en assurant les mêmes garanties de qualité du médicament et de réitérer l’importance de l’accompagnement professionnel du pharmacien qui les délivre.

Les perspectives pour 2015

Suite aux dernières réunions de fin d’année avec le Ministère de la Santé, il a été décidé, d’un commun accord, de collaborer étroitement pour poser le socle juridique de plusieurs dossiers juridiques importants d’ici le début de la Présidence luxembourgeoise début juillet prochain, à savoir :

- Le premier **concerne la vente en ligne de médicaments sans ordonnance** ; de telles pratiques existent à l’étranger et plusieurs sites de vente viennent de voir le jour au Luxembourg. Un encadrement juridique est indispensable pour assurer la qualité d’un service auprès des patients équivalant à celui pratiqué en pharmacie et bien sûr aussi pour éviter tout abus et dont une des difficultés sera la prise en compte de l’achat de produits depuis des sites Internet étrangers.
- « **La blistérisation** » est le second dossier important et concerne la délivrance de médicaments auprès des maisons de repos ou toute autre institution d’où le patient ne peut se rendre en pharmacie (à l’exception des hôpitaux).

Il faut rappeler qu’au Luxembourg, tout médicament avec ou sans ordonnance, doit être délivré en pharmacie et que seul un pharmacien peut manipuler et adapter des médicaments aux besoins des patients. C’est cette pratique dite de « blistérisation » qui fera l’objet d’un nouveau cadre juridique.

Alain PETRY



Diplômé d'une école de commerce, Alain Petry a débuté sa carrière en tant que conseiller d'entreprise dans le domaine des PME en Allemagne. Il s'est spécialisé dans le conseil financier avec pour objectif principal l'amélioration de la rentabilité et le maintien de la compétitivité. Sa prochaine mission l'a ramené au Luxembourg où il assumait la gestion d'une entreprise commerciale. Alain Petry dispose d'une grande affinité pour tout ce qui est technique et mettra ses compétences au bénéfice de nos membres dans les secteurs mobilité, transport et logistique.

Année de constitution **1998**

ADAL – Association des distributeurs automobiles, luxembourgeois

Président: Ed **GOEDERT** | **Benji KONTZ**, vice-président | Ed **GOEDERT**, délégué cecra | Tom **KONTZ**, trésorier | Yves **BINSFELD**, Michel **BRAQUET**, Damon **DAMIANI**, Antoine **GRAAS**, Robert **HAAS**, Patrick **LAHR**, Frédéric **MAILLARD**, Karsten **NOTH**, Carole **PARIS**, Jean-Louis **RIGAUX**, Patrick **SCHMIT**, administrateurs | Roby **CRUCIANI**, membre coopté

Les points importants en 2014

L'ADAL regroupe une soixantaine d'entreprises de la distribution et du service après-vente d'automobiles, utilitaires, ainsi que des activités annexes. Les entreprises membres distribuent plus de 30 marques automobiles et emploient environ 60 % de la main-d'œuvre du secteur. Les membres de l'ADAL assurent environ 70 % des ventes de voitures neuves à Luxembourg.

En début d'année, les responsables de l'ADAL ont rencontré le Ministre du Développement durable et des Infrastructures pour discuter de thèmes d'actualité tels que la fiscalisation des véhicules de société, les problèmes liés à l'immatriculation de nouveaux véhicules et au contrôle technique ainsi que de l'évolution de la gamme automobile vers des modèles à consommation et émissions réduites.

L'événement majeur de la fédération, l'Autofestival, fut introduit au grand public et aux professionnels du secteur par une conférence de presse le 20 janvier en présence du ministre François Bausch. La 50^{ème} édition du festival s'est déroulée du 1^{er} au 10 février. Ce sont surtout les marques proposant des nouvelles versions de modèles traditionnellement bien vendus qui ont été plébiscitées par les consommateurs.

Avec l'appui de la **clc**, plusieurs entrevues ont été organisées en début d'année avec les ministères des Finances et de l'Economie ainsi qu'avec la direction de l'Administration de l'Enregistrement pour discuter des modalités à prévoir dans le cadre de la vente de véhicules en fin d'année et du relèvement du taux de TVA de 15 à 17 % au 1^{er} janvier 2015. Grâce à ces négociations, des mesures transitoires dans l'intérêt des consommateurs ont pu être préparées en temps utile.

La troisième édition du Festival de la voiture d'occasion fut organisée du 9 au 11 mai. Cette manifestation a été créée dans le but de reconquérir des parts de marché perdues au niveau de la vente de voitures d'occasion. Si la météo particulièrement désagréable pour la saison n'a pas été propice, l'AutoOccasions-festival a confirmé pourtant son succès auprès d'un large public. Remises substantielles, doublement de la garantie, financement à taux réduit, les quelque 40 garages participants ont multiplié tout le week-end les offres avantageuses sur pas moins de 1 500 véhicules d'occasion.

Le 25 juin, le Conseil d'administration renouvelé, a confirmé Messieurs Ed Goedert, Benji et Tom Kontz à leurs postes respectifs de Président, Vice-président et Trésorier.

Le 4 juillet, les responsables de l’ADAL se sont réunis au ministère de l’Economie pour discuter de la mise en place d’une nouvelle plateforme sur la résolution extrajudiciaire de litiges entre professionnels et consommateurs, conformément à une nouvelle directive européenne.

Après de longs travaux préparatoires du côté de l’ADAL en collaboration avec le Département des Classes moyennes, une nouvelle loi sur la distribution automobile a pu être votée pour être publiée au Mémorial le 8 août. A l’instar d’une réglementation européenne venue à échéance, cette nouvelle loi vise à mieux protéger les distributeurs, concessionnaires et agents face à la prédominance économique des constructeurs automobiles.

En 2014, l’ADAL est intervenue régulièrement au niveau des travaux préparatifs en faveur de la réforme de la législation sur le contrôle technique. En fin d’année, un nouveau système Web de prise de rendez-vous a pu être mis à disposition des utilisateurs.

Au bout de négociations qui se sont étalées sur plusieurs années, une nouvelle convention collective pour le secteur des garages a pu être signée en date du 17 décembre entre l’ADAL, la Fegarlux et les syndicats LCGB et OGBL.

Les perspectives pour 2015

La 51^{ème} édition de l’Autofestival aura lieu pendant dix jours du 31 janvier au 9 février et la 3^{ème} édition du festival de la voiture de l’occasion est prévue pour la période du 4 au 9 mai.

L’ADAL et la Fédération Luxembourgeoise des Loueurs de Véhicules (FLLV) ont planifié de travailler ensemble avec l’objectif de développer le marché des véhicules professionnels au Luxembourg.

Dans le courant de l’année, les revendications du secteur automobile de longue date devraient aboutir dans l’abolition par le législateur du contrôle de conformité des nouveaux véhicules et de la mise en place de certains allègements au niveau du contrôle technique périodique.

FLLV – Fédération luxembourgeoise des loueurs de véhicules

Président: Gerry **WAGNER** | Dominique **ROGER** (long terme), Nicole **PEETERS** (court terme), vice-présidents | Franck **BIORDI**, Arnaud **CRUYENNINCK**, Vincent **HENNEAUX**, Jo **NAGY**, Kurt **STOLDT**, Bob **WALTÉ**, administrateurs

Les points importants en 2014

La FLLV regroupe 22 entreprises de location de véhicules à court et à long terme. Les membres actifs dans la location ou le leasing à long terme proposent surtout des solutions de leasing opérationnel à une clientèle professionnelle. Les membres proposant la location court terme offrent des solutions de location autant aux particuliers p.ex. pour les trajets dans le cadre de leurs vacances au Luxembourg et en Grande Région, des véhicules de remplacement en cas d’accident, vol ou réparation ainsi que des camionnettes, camions ou autres utilitaires pour des besoins professionnels spécifiques de courte durée. L’ensemble des sociétés de location de la FLLV est fort d’un parc de véhicules de plus de 34 000 unités. Environ un tiers des immatriculations de voitures neuves au Luxembourg est effectué pour le compte des membres de la FLLV.

Les membres de la fédération se sont réunis trois fois durant l’année pour délibérer de points d’intérêt communs tels que l’échange sur les tendances du marché, la législation anti-blanchiment, le traitement de contraventions à l’encontre des clients, la fiscalisation des voitures de service en Allemagne et en Belgique, le détournement de véhicules, la mise en conformité des échanges statistiques au droit de la concurrence, le projet de loi sur l’introduction de radars automatisés, la législation prévue sur la réforme du contrôle technique, l’adaptation de la TVA au 1^{er} janvier 2015 ainsi que sur la promotion de la fédération et de la location de véhicules.

La fédération s’est également dotée d’un nouveau logo reflétant le dynamisme et l’approche écoresponsable de la FLLV.

Le Conseil d’administration du 2 juillet 2014 a confirmé Gerry Wagner, Dominique Roger et Nicole Peeters à leurs postes respectifs de Président et Vice-Président long et court terme.

Durant le deuxième semestre, un groupe de travail coordonné par Carole Paris et Vincent Henneaux a pris en charge la refonte des Statuts et du Règlement d’ordre interne de la FLLV.

Dans l’objectif de promouvoir le secteur de la location court terme et le leasing opérationnel, le président Gerry WAGNER a fait plusieurs interventions publiques sur la fiscalité en relation avec les voitures de service, donné des interviews à la presse et rédigé des articles sur le leasing de voitures.

Les perspectives pour 2015

La FLLV reste active dans la promotion du secteur de la location de véhicules et encourage ses membres à favoriser l'utilisation de véhicules à faibles émissions. L'imposition des véhicules de société mis à disposition des salariés d'entreprise va être suivie de près par la fédération. Au contraire de ce qui est souvent prétendu, les salariés doivent soumettre à l'imposition l'avantage en nature découlant de l'utilisation de la voiture de société. Pour ce faire, 1,5 % de la valeur du véhicule sont mensuellement additionnés au salaire et soumis à l'impôt sur le revenu que le salarié devra payer. Toute augmentation de ce taux déjà élevé risque de perturber le marché automobile domestique.

GARD LUXEMBOURG – Groupement d'assistance
remorquage et dépannage

Président: Marc **SCHAACK** | Jacques **CUKIER**, vice-président | Roland **MULLER**, trésorier | Giovanni **DE FELICE**, Julien **FRENGUELOTTI**, Guy **SCHUMMER**, administrateurs

Les points importants en 2014

La GARD réunit 18 entreprises dont l'activité principale ou auxiliaire est constituée par le dépannage et le remorquage automobile. L'association œuvre pour la reconnaissance de la profession et une réglementation propre à ce métier.

En début d'année, un groupe de travail entre représentants de la GARD et du Centre de Formation pour Conducteurs (cfc) s'est constitué pour développer un programme de formation professionnelle spécifique aux besoins de sécurité et de formation des conducteurs de dépanneuses. Celui-ci répond également aux obligations légales en matière de formation professionnelle obligatoire prévue par la Directive 2003 / 59 / CE. En complément, ces cours traitent la sécurisation du lieu d'intervention sur autoroutes et autres routes en tenant particulièrement compte d'interventions durant la nuit et par conditions climatiques défavorables. L'arrimage et la sécurisation de véhicules manipulés et transportés sur différents véhicules d'intervention sont également traités. Fait finalement partie de la formation spécifique la sécurisation des voyageurs accidentés ou tombés en panne. Sur base du programme développé, deux séances de formation d'une semaine réunissant chacune une dizaine de chauffeurs professionnels ont été organisées par la GARD et le cfc au nouveau Centre de Formation à Sanem. Ces formations s'inscrivent dans le programme d'amélioration du niveau de la qualité du Groupement.

D'autres sujets traités en 2014 portaient sur la réglementation européenne en matière de transports à l'étranger de véhicules endommagés ou en panne, la réglementation pour les dépanneurs sur les tachygraphes, l'évolution des interventions de dépannage et de remorquage, le système d'alerte eCall, les contrats de distribution et de réparation, la collaboration avec les centres d'appel ainsi que sur les interventions à la demande de la Police.

Les perspectives pour 2015

Pour 2015, les entreprises affiliées à la GARD s'attendent à la mise en place de certains allègements législatifs en ce qui concerne l'équipement technique des dépanneuses (tachygraphes, feux clignotants) et le remorquage sur autoroute.

La GARD désire mettre en place un label qualité pour les membres de la fédération et améliorer la communication externe et interne. Les formations pour chauffeurs professionnels seront reconduites tous les six mois afin que tous les collaborateurs conducteurs de dépanneuses puissent répondre à l'obligation légale d'avoir effectué une formation jusqu'à la date butoir du 10 septembre 2016. Egalement, une formation spécifique sur la manipulation de grues, dont certaines dépanneuses sont équipées, sera organisée.



Isabelle PHALIPPOU

En février 2012, Isabelle Phalippou a rejoint la **clc** en tant que conseillère.

Après ses études de droit à Vienne Isabelle Phalippou a travaillé dans un bureau d’avocats où elle était en charge de la rédaction de contrats en matière de droit immobilier.

En 2000, elle est venue au Luxembourg et a pendant plusieurs années été responsable de la division de la presse et de l’information de la Cour de justice de l’Union européenne.

Après un Master en droit européen et quelques années consacrées à ses enfants, elle a travaillée comme rédactrice et traductrice pour la chaîne de télévision LUXE.TV.

Elle est impliquée à la **clc** dans les services de l’immobilier, depuis début 2013 elle est également conseillère de la FEMACO.

Année de constitution **1971**
Nombre de membres : **22**

CIGDL – Chambre Immobilière du Grand-Duché de Luxembourg

Président : Jean-Paul **SCHEUREN** | Karine **GRUENBERG**, Martin **HEYSE**, vice-présidents | Manuel **RIZZO**, secrétaire générale | Claude **MÜLLER**, trésorier | Françoise **VANCLAIRE** (jusqu’à mai 2014), Frédéric **ALBANI**, Carole **CASPARI** (depuis juin 2014), Michel **BASCHERA** (depuis septembre 2014), administrateurs | Claudine **SPELTZ**, présidente d’honneur

Les points importants en 2014

La CIGDL a lancé une plate-forme immobilière exclusivement réservée à ses membres qui peuvent gratuitement publier leurs annonces de vente et de location, visibles également sur la nouvelle page Facebook.

Il s’agit d’une nouvelle dynamique qui permet d’associer directement le label e-qualité « charte de qualité-CIGDL » aux annonces et à la société.

Le lancement officiel a eu lieu début juillet avec une mise en ligne lors d’une conférence de presse nationale.

La mise en place de cette nouvelle plateforme immobilière est aussi la première étape dans la création d’une Bourse professionnelle. Dans ce contexte, un questionnaire reprenant les questions relatives à la mise en place de la Bourse a été adressé à tous les membres de la CIGDL.

La CIGDL a participé au comité d’organisation du congrès mondial de la FIABCI (Fédération internationale des administrateurs des biens, conseils et agents immobiliers), qui a eu lieu fin mai 2014 pour la première fois au Luxembourg (voir page x qui est consacrée à cet évènement).

La CIGDL a participé du 5 au 9 mai 2015 à la foire SIM (semaine de l’immobilier) au Shopping Center Belle Etoile pour sensibiliser le public sur l’envergure économique et sociale des différents métiers de l’immobilier.

La fédération a poursuivi ses efforts quant à la mise en place de son modèle du logement locatif à coût modéré ; une délégation du ministère des finances a accueilli les membres de la CIGDL en charge de ce dossier pour discuter d’une seconde étape concernant son éventuelle mise en place.

En ce qui concerne les plans sectoriels, la CIGDL conjointement avec la fédération des artisans et M^e Krieger de l’union des copropriétaires se sont engagées à ce que le gouvernement retire ses plans ; une mise en vigueur de ceux-ci aurait risqué d’entraîner un blocage total de l’activité de la construction.

Par la suite, Madame la Ministre Nagel a confirmé que la CIGDL sera impliquée dans la mise en place des nouveaux plans sectoriels.

La CIGDL s’est opposée dans son avis sur le projet de loi concernant la TVA à l’abolition du tarif super réduit de la TVA de 3 % sur les nouveaux logements locatifs qui ne sont pas destinés à des fins d’habitation et a souligné qu’il s’agit d’une mesure inéquitable qui ne touchera que les 1 000 à 1 500 logements locatifs

Année de constitution **1935**
Nombre de membres : **24**

neufs créés annuellement et qui provoque une nouvelle augmentation des loyers. La CIGDL n’a pas réussi à dissuader le gouvernement d’abandonner cette idée. Cependant, c’est grâce à l’intervention de la CIGDL que le gouvernement a accepté de prévoir un régime transitoire permettant aux contrats en cours ne de pas être trop impactés, même s’il ne vise que les dossiers dûment introduits à l’Administration de l’enregistrement avant le 31 décembre 2014.

La CIGDL est en train d’élaborer le contenu pour un BTS-Immobilier qu’elle compte proposer à partir de l’automne 2016. Cette formation sera surtout destinée aux employées des sociétés membres.

Dans le cadre de l’élaboration d’une stratégie nationale de rénovation énergétique des bâtiments la CIGDL a eu une entrevue avec le ministère de l’économie en vue d’une future coopération.

Au niveau européen la CIGDL est représentée au CEPI, dont la présidence est assurée par Claudine Speltz, présidente d’honneur de la CIGDL.

L’immobilier en fête s’est déroulé au Restaurant « Maho », un évènement qui a réuni une centaine de professionnels de l’immobilier et a conclu l’année 2014.

Projets futurs

Suite à l’initiative de Madame la Ministre Nagel, une réunion avec les deux ministères concernés (ministère du logement ainsi que celui des finances) aura lieu pour discuter la prochaine étape concernant la mise en place du projet du logement locatif à coût modéré.

Elle continue la promotion de la Charte de Qualité CIGDL, notamment par le nouveau portail et continue ses efforts pour la réalisation de la Bourse professionnelle.

Last but not least, elle continue à s’engager dans les dossiers de l’aménagement communal et le développement urbain et de l’énergie.

FEMACO – Fédération luxembourgeoise des négociants en matériaux de construction

Président : Christian **MAROLDT** ■ Marc F. **DECKER**, Pete **HOFFMANN**, Roger **MULLER**, vice-présidents ■ Nico **ADAM**, secrétaire ■ Michel **GLAESENER**, trésorier ■ Marc **NESSER**, Marc **MICHELS**, Chantal **MAJERUS**, administrateurs

Les points importants

Suite au grand succès en 2013 de la formation « Culture du service et connaissance générale des matériaux de construction », adressée aux collaborateurs des sociétés membres, le Comité a décidé de réorganiser une formation en collaboration avec la LSC.

Elle fut consacrée uniquement à la thématique « culture du service ». Afin de répondre au mieux aux exigences spécifiques des sociétés membres, les contenus ont été élaborés avec le formateur. Elle s’est déroulée en français, de novembre 2014 à février 2015 une fois par mois. Les modules ont traité les thèmes suivants : la culture du service en général, la vente directe, la gestion du dépôt et le conseil lors de la vente.

Le Comité a pris contact avec l’ADEM pour discuter d’une coopération permettant aux sociétés membres de s’engager à embaucher des chercheurs d’emplois inscrits à l’ADEM pour des domaines variés (vendeur comptoir généraliste, chauffeur, secrétariat...). En contrepartie, l’ADEM se chargerait de former ces personnes.

Les perspectives pour 2015

La FEMACO tente de continuer à organiser des formations spécifiques pour leurs membres. Elle espère les proposer dans le futur également aux autres fédérations de la clc.

Aussi, elle souhaite approfondir sa collaboration avec l’ADEM en mettant en place un concept « WIN WIN » dont tous les participants pourraient bénéficier.

Date de création de la fédération : **1971**
Nombre de membres : **22**

FIABCI – Fédération Internationale
des professions de l’immobilier

président : Marc **BAERTZ** | Carlo **HEIN**, vice-président | Romain **POULLES**, secrétaire | Roamin **MULLER**, trésorier

Les points importants en 2014

Fiabci est une fédération avec plus de 2000 membres directes ainsi que des fédérations nationales du domaine de l’immobilier, comme des agences, des syndicats, des promoteurs, mais également des avocats et des assurances. Ils ont tous comme but la création d’un réseau social au niveau mondial.

Fin mai 2015, le congrès mondial de la Fiabci, qui se déroule chaque année, a eu lieu pour la première fois au Luxembourg.

Pendant trois jours du 20 au 22 mai de nombreuses conférences, débats et ateliers ont eu lieu dans la capitale pour les 800 visiteurs de 44 pays.

Le thème central du congrès, « BUILDING HUMANITY », était le fil rouge du programme et a été décliné en sous thèmes: Architecture & Urban Design, Real Estate Marketing, Finance & Tax, Cities and Technology.

Les premiers jours, les Fiabcidays étaient réservés uniquement aux membres. Dans les différents comités les membres ont eu l’occasion de partager leurs connaissances et leurs expériences. Ils ont eu lieu à la Chambre de Commerce.

Lors de la conférence d’ouverture de la deuxième partie du congrès qui a eu lieu au Centre de Conférence au Kirchberg, Jeremy Rifkin a captivé l’auditoire avec sa thèse « La Troisième Révolution Industrielle ». Il a parlé d’une vision économique caractérisée par l’énergie renouvelable, d’une démocratie décentralisée et de réseaux électriques intelligents. Il est convaincu que dans un proche futur, une grande partie de la population pourra générer sa propre énergie et la partager avec d’autres.

Le conférencier chimiste Michael Braungart qui est l’auteur du livre : « La prochaine Révolution Industrielle, la Cradle to Cradle-Community » a suscité un grand intérêt.

Il propage la conception et la production des matériaux de constructions intelligents qui ne nuisent, ni à l’homme, ni à l’environnement...

Le dernier jour du congrès mondial, le Grand-Duc Henri a souhaité la bienvenue aux invités nationaux et internationaux. L’architecte français de renom Rudy Ricciotti s’est prononcé dans son discours « Building Tomorrow’s Cities » contre le minimalisme dans l’architecture, pour plus de conscience écologique et moins de régulation.

Dans le cadre du congrès mondial a également été décerné le « Prix d’excellence ». 720 invités se sont rassemblés à la Rockhal à Esch-sur-Alzette pour la remise de ce prix prestigieux de l’immobilier.

Le ministre des finances Pierre Gramegna souligna dans son discours d’ouverture que le congrès international de la FIABCI s’est déroulé à Luxembourg à un moment opportun pour tous les investisseurs étrangers.

Le 65^{ème} congrès international s’acheva par un dîner dans le centre Drosbach en présence de la ministre du Logement Maggy Nagel et une analyse intéressante du marché de l’immobilier au Luxembourg.

L’hôte de l’événement Carlo Hein, jusqu’à lors Président de la FIABCI Luxembourg, ainsi que les organisateurs ont pu se réjouir du succès de l’événement. Le grand engagement a porté ses fruits.

Année de constitution **1964**
(anc. Groupement Libraires-Papeteries a.s.b.l.)
Nombre de membres : **15**

Date de création de la fédération : **1998**

FLL – Fédération luxembourgeoise des Libraires

Président : Fernand **ERNSTER** (Librairies Ernster) | Anne **DIDERICH** (Librairie Diderich), secrétaire | Juan **NAVARRO** (Libo), trésorier | Laurence **WEBER-HILGER** (Bicherhaischen), Romy **LIEFGEN** (Librairie Zimmer), administrateurs

Les points importants en 2014

La FLL représente les intérêts de ses membres libraires auprès d'autorités, organismes culturels et autres institutions ou organisations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger. Elle considère le livre comme un bien culturel qui doit être promu et reconnu. Elle est membre du Conseil Nationale du Livre et du EIBF, fédération des libraires au niveau européen. Comme les années précédentes, la FLL, en coopération avec la Fédération des Editeurs luxembourgeois (Lëtzebuurger Bicherediteures), a édité la liste mensuelle des meilleures ventes de livres au Luxembourg, la « Bestsellerlist ».

Elle a renouvelé sa participation active à l'organisation de la Journée mondiale du livre et du Droit d'auteur qui s'est tenue du 23 au 26 Avril 2014. Le thème fédérateur était « Geschicht a Geschichten », Histoire(s). A cette occasion, les libraires ont organisé différentes actions dans leurs locaux pour la promotion du livre.

En septembre le CTIE , anciennement SCIE a confirmé que la remise sur les livres distribués par le CTIE / IFB passera de 28 % à 30 %, et ce, rétroactivement à partir du 1^{er} juillet 2014. Ceci était l'aboutissement de discussions qui ont débutées il y a plus de 5 ans.

L'année 2014 était également marquée par une action marketing en coopération avec le lycée spécialisé ECG afin de promouvoir la vente de livre au Luxembourg. Fin novembre 2014, la FLL était pour la première fois parmi les exposants lors des Walfer Bicherdeeg afin de mettre en évidence la compétence principale des libraires qui est celle du conseil. Ainsi, chaque libraire présenta ses coups de cœur dans les domaines « roman, essai et jeunesse ». Des résumés de chaque livre ont été présentés et les visiteurs ont pu poster un choix personnel. Un tirage au sort a déterminé les vainqueurs.

La FLL est restée en contact avec le ministère de l'Education afin de pouvoir garantir à la rentrée, un meilleur déroulement relatif à la vente des livres scolaires. Dans le but de récompenser les élèves méritants en fin d'année scolaire, la FLL et le ministère de l'Education ont conclu une nouvelle fois une convention pour l'action de bons d'achats. Au total 2500 bons d'une valeur de 20€ ont été distribués.

Les perspectives pour 2015

L'année 2014 sera marquée par une continuation d'une action marketing en coopération avec le lycée ECG. Suite au grand succès de sa première participation, la FLL compte participer également cette année au « Walfer Bicherdeeg » en automne. Or, la FLL continue à s'impliquer au niveau de la Journée mondiale du livre, de la publication de la liste des meilleures ventes de livres au Luxembourg ainsi qu'à l'action des bons d'achats pour les élèves méritants.

GSPL – Groupement des syndics professionnels du Grand-Duché de Luxembourg

Présidente : Nadine **WAGNER** | Alain **KOHL**, vice-président | Carine **KEMP**, secrétaire-générale | Sidney **SCHAMBURGER**, Guy **LUTGEN**, Michel **KAYSER**, Emile **REUTER**, administrateurs

Les points importants en 2014

Le GSPL reste en 2014 fortement impliqué dans la formation initiale et continue relative aux professions de l'immobilier et organisée par la LSC à la Chambre de Commerce.

La fédération continue à proposer à ses membres une dizaine de formations techniques et juridiques tout au long de l'année. Ainsi, les membres ont pu s'informer :

- sur la prévention incendie dans les immeubles d'habitation et les immeubles à exploitation mixte,
- sur le sujet de la gestion locative,
- les problématiques relatives à la réception des parties communes par les copropriétés...

Depuis cette année, le GSPL organise également des plateformes fournisseurs pour les sociétés innovantes qui souhaitent présenter leurs services aux membres.

Le Comité a décidé en 2014 de proposer un nouveau service permettant aux membres de leur poser des questions juridiques relatives à leur gestion courante. Ces questions sont traitées dans un bref délai par le Comité et en coopération avec M^e Krieger.

Comme les années précédentes, le GSPL a été représenté à la semaine du Logement à la Luxexpo dans le cadre de la Home & Living Expo (anciennement foire de l'automne). Avec les sociétés Crypto, Brunata Metrona et Den Mobilen Handwierker, il a contribué à un échange entre les professionnels de l'immobilier et à l'information des visiteurs sur leur travail.

Les perspectives pour 2015

Le GSPL s'engage à ce que tous les syndics membres utilisent un plan comptable uniformisé leur permettant de travailler d'une manière transparente et uniforme. L'élaboration d'un outil performant adapté aux besoins de syndics permettra de travailler de manière plus professionnelle. L'objectif à moyen terme est la mise en place d'une garantie financière telle que prévue par la loi sur le droit d'établissement du 9 juillet 2004.

Son engagement principal reste de pouvoir fournir la meilleure offre en formations.



Rafael RAIMUNDO

Après ses études en commerce extérieur à Liège, Rafael Raimundo débute sa carrière professionnelle au sein d'une société spécialisée dans le développement d'affaire au Moyen Orient. Au sein de cette société, il a effectué un grand nombre de missions de développement pour le compte de grandes sociétés luxembourgeoises, belges et françaises. Après 4 ans, Rafael a donné une nouvelle orientation à sa carrière en rejoignant une multinationale spécialisée dans l'acheminement de colis express. Fort de ces expériences, Rafael a intégré en février 2013 l'équipe de la **clc**, en tant que conseiller.

Année de constitution **2000**

APSI – Association des Professionnels de la Société de l'Information

Président: Jean **DIEDERICH** (Kurt Salmon) | Gilles **VANDERWEYEN** (PricewaterhouseCoopers), Gary **KNEIP** (Data4 Luxembourg), Claude **LÜSCHER** (Join Experience), vice-présidents | Fernand **THILL**, secrétaire général | Guy **RETTET** (RMS), trésorier | Michel **HERMANT** (Alcatel-Lucent Luxembourg), Gabriel **BLESER** (DSM Di Stefano **MOYSE** Avocats), Frank **BACK** (Exigo), Marc **PAYAL** (Fujitsu Technology Solutions), Eric **BUSCH** (Ike Consulting), Emilie **MOUNIER** (Makana), Vincent **WELLENS** (Nautadutilh Avocats Luxembourg), Nico **BINSFELD** (Post Telecom PSF), Jean-Jacques **BEASCH** (Telindus), administrateurs

Les points importants en 2014

Fidèle à sa tradition, l'**Association des Professionnels de la Société de l'Information** a aménagé l'année 2014 autour du thème «ICT contribution to Luxembourg's economic development». L'**APSI** souhaitait démontrer que le secteur des technologies occupe une place significative dans le paysage économique du Grand-Duché et contribue à la compétitivité des entreprises luxembourgeoises toute industrie confondue.

Les domaines, dans lesquels les technologies, sont utilisées sont très vastes et variés, de sorte que l'**APSI** a choisi d'aborder des thèmes qui touchent un large public lors de ses conférences – **APSI Days**.

Le premier **APSI Day** avait comme objectif de faire l'inventaire des défis juridiques qu'attend le Luxembourg pour l'année 2014. Ainsi, le principal défi auquel les acteurs de la place luxembourgeoise ont dû répondre en 2014 est celui de l'implémentation du nouveau cadre juridique annoncé dans le secteur de l'ICT. Il a impacté aussi bien la réglementation sur le **commerce électronique** avec le renforcement de la protection des consommateurs, que celle sur les **traitements de données à caractère personnel** avec notamment un accroissement des obligations à la charge du responsable du traitement. Le projet sur l'**archivage électronique** visant à reconnaître la valeur juridique des documents dématérialisés et à organiser l'activité de PSDC a également suscité un vif intérêt.

Le deuxième **APSI Day** était consacré au Big Data, dans lequel le Luxembourg a, au minimum, une carte à jouer au niveau européen. Le cadre réglementaire propre au Grand-Duché ainsi que les aspects pratiques et technologiques de l'évolution de la gestion et du traitement des données ont été abordés.

A l'occasion de sa troisième conférence, l'**APSI** en collaboration avec l'AMCHAM s'est penchée sur les technologies disruptives. Ainsi, deux tables rondes autour des sujets 'monnaie virtuelle' et 'contenu numérique' ont permis à l'assistance de mieux comprendre ce segment de l'ICT.

Enfin, le quatrième et dernier **APSI Day** a abordé un thème d'actualité: «Internet des choses». Différents intervenants de tous horizons, sont venus montrer comment l'Internet des choses peut révolutionner notre vie quotidienne.

Année de constitution **1995**

Monsieur Frank Weber, de la société Studio Frank Weber est président de Design-Luxembourg.

Le **Flagship Award** 2014 qui a visé à primer la créativité, le dynamisme et l’esprit d’entrepreneuriat dans le secteur des TIC a été remis à FLIBCO, société qui réalise des services de navettes en autocars en Belgique, Luxembourg, France et Allemagne vers les aéroports de Charleroi et Francfort Hahn, basés sur le principe du low-cost. La spécificité de Flibco est que toutes les réservations se font en ligne.

Outre ce volet de promotion de la place ICT, l’**APSI** a fortement contribué à l’état d’avancement de plusieurs dossiers dans le secteur, que ce soit à titre individuel ou par le biais de la plateforme ICTLuxembourg.

Les perspectives pour 2015

Comme à son habitude, l’**APSI** choisira un nouveau thème autour duquel seront organisés les **APSI Days** et le **Flagship Award** 2015. Par ailleurs, l’association continuera à participer aux dossiers d’actualité, tels que le PDL relatif à l’archivage électronique.

Design-Luxembourg

Président (depuis mai 2012) : Frank **WEBER** (Studio Frank Weber) ■ Jessica **THEIS** (Jess), secrétaire ■ Christophe **LEIFGEN** (Wasp Signs), trésorier ■ Claude **SCHMITZ** (Schmitz Claude), Laurent **GRASS** (Agence lola Strategy and Design), Baptiste **HUGON** (H2A), Guido **WOLFF** (Sensity Business Models and Brands), administrateurs

Les points importants en 2014

Depuis sa création, Design-Luxembourg se veut fédérateur de tous les designers. La fédération a été créée autour de l’idée que le design n’est pas seulement artistique ou créatif, mais qu’il a une réelle place à jouer dans l’attractivité et la compétitivité des entreprises luxembourgeoises et de la Grande Région.

La pression sur le marché économique augmente et a souvent pour impact une réduction des budgets dans les métiers de la création. Pourtant, le design comme outil stratégique est un atout incontournable pour développer l’activité professionnelle d’une entreprise, d’une institution, d’un indépendant ou d’un métier spécialisé afin de positionner ces derniers de façon pérenne sur les marchés et pour attirer de nouveaux clients et prospects. Le design est à considérer comme investissement incontournable et non comme une dépense.

De plus, le design a un impact fondamental sur le développement économique et social du Luxembourg au niveau local et international. C’est pourquoi, il est essentiel de sensibiliser le public et les autorités et de les rendre plus attentifs à ces valeurs ceci surtout dans une approche de « nation branding » envisagée par le gouvernement.

Les autres missions de Design-Luxembourg sont la promotion des métiers du design au Grand-Duché de Luxembourg et la valorisation des compétences existantes sur le territoire.

Design Luxembourg est également membre actif de BEDA (Bureau of European Designer’s Associations). Ce partenariat permet d’avoir accès à un réseau d’informations sur le développement de la profession dans d’autres pays et de représenter les intérêts des designers au niveau européen.

Enfin, le Luxembourg se doit d’utiliser ses forces en design afin d’améliorer ses produits et services et donc également son image de marque dans une approche de développement durable.

Les perspectives pour 2015

Le nouveau comité s’est engagé dans la continuité de cette idéologie et s’est donné pour tâche de :

- représenter les métiers du design en développant de manière plus soutenue ses relations avec les différentes institutions du Luxembourg de la Grande-Région et au plan international
- agir pour la formation de jeunes designers au Grand-Duché
- permettre aux acteurs de la communication visuelle de se rencontrer autour d’évènements fédérateurs : workshops, conférences et networking
- promouvoir et récompenser les meilleurs projets de Design luxembourgeois et de la Grande-Région par l’organisation des premiers Luxembourg Design Awards.

Date de création de la fédération : **1996**

Année de constitution **1990**
anc. Groupement Meubles créé le 8.12.1969

Espace Pub

Président : Lou **SCHEIDER** (IP Luxembourg) | Robert **HEVER** (Régie.lu), secrétaire | Francis **GASPAROTTO** (Maison Moderne), trésorier | Roland **DERNOEDEN** (Imprimerie Centrale), Emmanuel **FLEIG** (Edita), Roland **KAYSER** (Editpress), Hugues **LONGLET** (Editus), Daniel **TROESCH** (publi.lux), Marina **ZABALA** (JC Decaux), administrateurs

Les points importants en 2014

2014 aura été une année de refonte pour la pige publicitaire luxembourgeoise, suite à la décision du gouvernement de ne plus être le commanditaire de cette étude. Le service des médias et des communications reste toutefois associé au projet. De son côté, Espace Pub (la Fédération des Régies Publicitaires au Luxembourg) a mobilisé l'ensemble de ses membres pour assurer la continuité de cette mesure indispensable au marché publicitaire national et international. Les membres actuels représentent 94 % des investissements publicitaires. Pour rappel, 30 % des investissements au Luxembourg dépendent de marques étrangères.

L'Institut Nielsen qui produit depuis 2009 la pige au Luxembourg a vu sa mission prolongée jusqu'en 2016. Il a activement contribué aux réflexions méthodologiques faisant bénéficier Espace Pub de son expérience internationale notamment en Belgique.

Les évolutions significatives de la pige sont les suivantes :

- **La pige devient entièrement déclarative pour l'ensemble des supports** (auparavant, c'était uniquement le cas des médias audiovisuels et affichage).
 - Les régies déclarent les investissements bruts selon une méthodologie validée par la fédération et NIELSEN. L'institut effectue la classification des données qui lui parviennent et s'engage à contrôler la qualité de la déclaration au moins deux fois par an.
 - Pour rappel à ce stade, tous les supports mesurés sont ceux des membres d'Espace Pub. La fédération encourage bien sûr d'autres régies ou titres à les rejoindre afin de proposer une vue la plus exhaustive possible du marché.
- **La pige a intégré le média Internet**
 - Absent jusqu'à présent de la pige, les investissements publicitaires d'Internet (classique et mobile) sont maintenant disponibles (1^{ère} année : 2014). C'est une véritable avancée qui permet de refléter l'évolution des habitudes de média planning.

Les perspectives pour 2015

Espace Pub souhaite élargir la pige publicitaire à d'autres supports qui ne font pas encore partis de l'étude. L'Internet étant un nouveau segment couvert par la pige, de nombreux sites ne sont pas encore répertoriés et seront approchés dans ce contexte.

FEDAM – Fédération luxembourgeoise de l'Ameublement

Président : Jean **SEIL** (Galerie Moderne) | Jean-Pierre **THILL** (Ameublement Thill), vice-président | Joëlle **DECKER** (Decker Line), secrétaire | Toiny **REDING** (Capésius & Reding), trésorière | Claude **ALVISSE** (Möbel Alvisse), Jean-Marc **BAULER** (Stoll Maître Matelassier), Lucien **KANDEL** (Literie Kandel), Ronny **KETTMANN** (Kicheconcept), Lucien **SCHWEITZER** (Lucien Schweitzer), Robert **WOLF** (Meubles Wolf-Moritz), Eric **VIGOR** (Conforama), Gérard **BROQUA** (Tousalon), administrateurs

Les points importants en 2014

En 2014, la Fédération luxembourgeoise de l'Ameublement (FEDAM) a organisé deux Festivals du Meuble. Le premier s'est tenu du 15 au 23 mars 2014, le deuxième a eu lieu du 27 septembre au 5 octobre 2014. Ces manifestations ont été mises en place avec l'appui de « Luxembourg, Pôle de commerce de la Grande Région ».

Nouveauté en 2014, la campagne « Miwwelfestival » de mars a inauguré une nocturne dans plus de vingt enseignes membres de la fédération. Le thème des deux campagnes Miwwelfestival était : « Kee Grond fir ze trauern – Héich Zäit fir nei Miwwelen ». La campagne publicitaire s'articulait autour de l'enterrement d'un meuble. Le message véhiculé par la FEDAM était qu'aucun prétexte n'est nécessaire pour renouveler son mobilier.

Les perspectives pour 2015

La FEDAM relancera ses événements traditionnels et participera une nouvelle fois aux Foires de Printemps et Home&Living 2015. Un nouvel objectif pour 2015 sera de repositionner la branche mobilière luxembourgeoise via un tout nouveau concept.

Année de constitution **1995**

MARKCOM

Présidente (depuis juin 2014): Netty **THINES** (Médiation) ■ Françoise **REUTER** (Concept Factory), vice-présidente ■ Laure **ELSEN** (Accent Aigu), secrétaire ■ Camille **GROFF** (Mikado), trésorier ■ Marc **HAAS** (Binsfeld), Daniel **DECHMANN** (Dechmann Communication), Kristof **DELLA SIEGA** (Plan K), Claude **MÜLLER** (Comed), Carole **PLATZ** (Emotion Event Management), administrateurs

Les points importants en 2014

En 2014, la MarkCom a continué ses efforts de repositionnement pour augmenter sa visibilité et promouvoir ainsi davantage les métiers de la communication. Sa mission est d’être une association, créatrices d’opportunités économiques au service des entreprises.

Dans ce contexte, la MarkCom, via ses membres, a publié différents articles thématiques qui parlent des sujets de la communication et du marketing en général.

Dans le but de créer une dynamique interactive et de favoriser l’échange d’informations entre les différents membres de la MarkCom, cette dernière a organisé en juillet 2014 un ‘summerdrink’ au Waldhaff.

En collaboration avec la LSC, la MarkCom propose des formations spécialisées qui s’adressent aussi bien aux collaborateurs d’agences en communication qu’à des entreprises désireuses de collaborer avec une agence.

Sur son site Web, la MarkCom met également à disposition des entreprises des articles et des recommandations pratiques concernant de loin ou de près le marketing et la communication, de même que la collaboration entre client et agence. Ce dossier du mois est rédigé à chaque fois par une agence membre.

Les perspectives pour 2015

La MarkCom, organisera son premier Creativity Camp en 2015. Celui-ci est réservé aux membres de la MarkCom est a pour but de promouvoir le savoir-faire et la créativité des agences de communication du Luxembourg.

Le conseil d’administration souhaite aussi participer à la réunion annuelle de l’EACA à Bruxelles.

Dans ce sens, la MarkCom va inviter ses membres à répondre aux études européennes dans la cadre de l’affiliation à l’EACA.

En 2015, la MarkCom va fêter ses 20 ans d’existence et une annonce anniversaire MarkCom va être créée. Ainsi, diverses publications au sujet du vingtième anniversaire de la MarkCom sont à paraître.

Une étude de marché auprès des entreprises et des agences sera réalisée pour prendre la température du marché et connaître l’importance de la communication.

Un workshop Propriété intellectuelle sera organisé en collaboration avec l’Office Freylinger.

Le conseil d’administration mettra la priorité sur le recrutement de nouveaux membres. L’objectif étant d’atteindre le seuil de 50 membres rapidement. La création d’un groupe de travail ‘Agence événementielle’, doit notamment y contribuer.

Lucia SEDA



Début janvier 2011, Lucia Seda, a rejoint la **clc** en tant que conseillère. Elle est licenciée en Communications Sociales Appliquées à l'IHECS (Bruxelles) et possède un diplôme complémentaire en Gestion obtenu à l'ICHEC (Bruxelles). Par le passé, elle a travaillé pendant plusieurs années en tant qu'Assistante Marketing & Sales pour une société leader mondial dans le domaine de l'électronique à Bruxelles et en tant que Chargée de Communication pour le cabinet d'avocats Arendt & Medernach au Luxembourg.

Par son parcours professionnel et sa personnalité, Lucia Seda apprécie les nouveaux défis dans un contexte multidisciplinaire et changeant. Elle met surtout ses compétences au profit des services marchands.

Date de création de la fédération : **1993**

Fédération des Antiquaires et Brocanteurs du Grand-Duché de Luxembourg

Président : Marc **JAERLING** | Marie-Thérèse **NIESEN**, trésorière | Iwona **ZASONSKA-GEIBEN**, administrateur

Les points importants en 2014

La fédération a été particulièrement active dans l'organisation des différents marchés de la brocante que ce soit à la Place d'Armes, à Echternach et au Glacis. Cela a demandé un travail important de coordination afin d'organiser ces activités annuelles au Luxembourg. En outre, elle réitère, comme chaque année, l'organisation des trois Grandes Foires d'Antiquités et de Brocante à la Luxexpo pour lesquelles une importante campagne média est mise en place pour chaque édition. La fédération met également à disposition de tous les intéressés un calendrier annuel qui reprend l'ensemble des marchés de la brocante et d'antiquités.

Le LMV, l'APFM et la Fédération des Antiquaires et Brocanteurs du Grand-Duché de Luxembourg ont organisé la 8^{ème} édition du Glacismaart en collaboration avec la Ville de Luxembourg et le Pôle de Commerce de la Grande-Région.

Date de création de la fédération : **2002**

Année de constitution **1964**

APFM – Association des Professionnels des Foires et Marchés

Présidente : Malou **PROTT** | Josette **HILBERT**, vice-présidente | Sandra **SARANSIG-BECKER**, trésorière | Sandra **RIES**, Angèle **ZAROTTI**, Jules **TOUSSAINT**, Georges **FRANCLET**, Michel **RUBINO** et Gilbert **SCHMIT**, administrateurs

Les points importants en 2014

La fédération, qui représente en grande partie les marchands du domaine du textile, habillement, chaussures et maroquinerie, est très engagée afin de proposer à ses membres de nouveaux marchés en plein air auxquels ils puissent participer. Dans ce sens, elle établit prioritairement des liens forts basés avant tout sur une confiance réciproque avec les différentes administrations communales et unions commerciales dans tout le Luxembourg.

Tout au long de l’année 2014, plus de 260 manifestations (marchés, braderies et autres) ont été organisées que ce soit de manière mensuelle ou ponctuelle dans différentes villes. Un grand travail de coordination est nécessaire à la fédération afin d’organiser correctement toutes ces activités dans le respect des règles du secteur. Pour tous les intéressés, l’APFM met en place chaque année un calendrier qui reprend l’ensemble des marchés.

Le LMV, l’APFM et la Fédération des Antiquaires et Brocanteurs du Grand-Duché de Luxembourg ont organisé la 9^{ème} édition du Glacismaart en collaboration avec la Ville de Luxembourg et le Pôle de Commerce de la Grande-Région.

FEBU – Fédération Bureautique

Présidente : Rosy **WAGNER-BRAUCKMANN** (Bureautique Rosy Wagner-Brauckmann) | Théo **FELTEN** (Felten & Stein), vice-président | Christian **KOHNEN** (Alma), secrétaire | Guy **MINELLA** (Telindus), trésorier, | Patrick **Renard** (Creatif), Marc **Linster** (Linster Bureautique), Raymond **Niesen** (Burotrend), Claude **Trierweiler** (CK Repro), administrateurs

Les points importants en 2014

La FEBU continue à traiter les sujets auxquels elle est le plus sensible comme la concurrence déloyale, la culture de services, les faillites, les ordonnances de paiement et les marchés publics.

Année de constitution **2013**

Date de création de la fédération : **2007**

FELSEA – Fédération Luxembourgeoise des Services d’Education et d’Accueil pour Enfants

Président : Marc **HOFFMANN** | Béatrice **MARTIN** (KidsCare), vice-présidente | Mme Fabiana **CARUSO** (Kids’Ville), secrétaire générale | Pierre **GODARD** (L’Enfant Roi), trésorier | Yolande **HAAS-HOFFMANN** (Crèche Butzebuerg), Maria **CASTROVINCI DE ALMEIDA** (Crèche Coccinella), Maxime **AREND** (Crèche Butzennascht), Arthur **CARVAS** (Crèche King Arthur’s Castle), David **HUTH** (Crèche Butzemillen), Christian **MITCHELL** (Crèche La Luciole), administrateur | Dominique **GODARD**, Sandrine **NOËL**, observatrices

Les points importants en 2014

Les principaux objectifs de la FELSEA s’articulent autour de la pérennité du secteur privé et de sa reconnaissance en tant qu’acteur légitime dans l’accueil des enfants au Grand-Duché.

En 2014, c’est essentiellement l’introduction du recours en annulation du règlement grand-ducal du 14 novembre 2013 concernant l’agrément à accorder aux gestionnaires de services d’éducation et d’accueil pour enfants qui a occupé le conseil d’administration.

Ce recours qui s’est fait par voie légale auprès du Tribunal Administratif a permis d’initier une série de réunions avec le ministre de l’Education et de la Jeunesse M. Claude Meisch et ses conseillers. Les crèches privées qui ont scrupuleusement respecté les prescriptions de l’ancien règlement grand-ducal du 20 décembre 2001 et qui ont établi leur business plan en accord avec celui-ci risquent de devoir fermer. La FELSEA est toujours en cours de pourparlers à ce sujet avec son ministère de tutelle. A cela s’ajoute la problématique de la rétroactivité et de l’augmentation des m² par enfant qui en découle ainsi que les enjeux liés aux chèques services.

Outre ce point très important, la FELSEA a rencontré des acteurs majeurs pour le secteur comme l’ITM, l’Entente des Foyers de Jour, etc. afin de renforcer les liens et surtout d’expliquer les problèmes du terrain et trouver des solutions. Des synergies sont nécessaires afin de faire évoluer positivement et qualitativement le secteur, ainsi à titre d’exemple, il a été remarqué qu’il y a un réel besoin pour des formations spécifiques pour la petite enfance surtout dans le parcours des études des éducateurs.

Dans ce sens, la FELSEA continue son travail de sensibilisation et de lobbying.

Vu le nombre de dossiers à traiter souvent dans l’urgence, certains points importants comme la communication plus régulière avec les membres doit être améliorée. Le conseil d’administration a décidé de faire un appel à de nouvelles candidatures afin de renforcer ses rangs et de soutenir les différents projets. Le conseil d’administration était heureux d’accueillir de nouveaux administrateurs en 2014.

Fédération de la Mode (FEMO)

Présidente : Anna **FELGEN SUARDI** | Thierry **SMETS**, vice-président | Liliane **HAAS**, vice-présidente | Carlo **WEYRICH**, secrétaire général | Jean-Paul **HERBER**, Marc **MÜLLER**, Christiane **WICKLER**, Mariette **WICKLER**, administrateurs

Les points importants en 2014

La FEMO est fortement engagée au côté de la clc sur les problématiques qui relèvent des commerces de détails comme, par exemple, les baux commerciaux, la TVA et la libéralisation des heures d’ouvertures.

La FEMO, dans une démarche prospective et qui s’inscrit dans les tendances du moment, a organisé une conférence sur les enjeux du commerce traditionnel et de l’e-commerce avec M. Amid Faljaoui – Directeur général de Trends-Tendances Belgique. Cette conférence a été suivie par un débat sur le sujet en présence d’acteurs majeurs du commerce luxembourgeois.

Comme chaque année, la FEMO a proposé ses dates pour les ouvertures dominicales Fréijoersshopping et le Mantelsonndeg 2014.



FEMO – CONFÉRENCE



FEMO – CONFÉRENCE SUR LES ENJEUX DU COMMERCE TRADITIONNEL FACE À L’E-COMMERCE – 26 JUIN

Silvia TEIXEIRA



Silvia Teixeira a rejoint la **clc** en 2007 après avoir obtenu une licence en sciences de gestion à l’UCL (Belgique). Elle s’est occupée pendant plusieurs années de différentes fédérations comme celles des marchés en plein air, la FEDAM, la MarkCom, Design-Luxembourg. Par sa polyvalence et son expérience à la **clc**, elle a développé une grande capacité d’adaptation à tout nouveau projet. Elle s’occupe actuellement du Groupement Transports, du GME, et de la Fedib. . Au sein de la **clc**, Silvia est la personne de référence pour la formation professionnelle initiale, la formation continue, les questions relatives au droit du travail et la sécurité et santé au travail. De même, elle est en charge du Forum des Ressources humaines ainsi que du projet Fit4commerce. Silvia représente la **clc** dans de nombreux comités et commissions (commission mixte de reclassement, commission réexamen chômage, vice-présidente du comité du travail féminin) et de nombreuses institutions (AAA, STM).

Année de constitution **1996**
anciennement Groupement Boissons a.s.b.l., a été créée le 26 novembre 1996

FEDiB – Fédération luxembourgeoise des Distributeurs en Boissons

Président: Paul **RUPPERT** (Président de la FeDiB depuis 2009 et propriétaire de l’entreprise « Maison Ruppert ») | **Guy WEBER**, vice-président | **Benny WALLERS**, secrétaire | **Jean-Claude SCHAEFFER**, trésorier | **Alex DESPIEGELAERE**, Jean-Paul **GAUDRONT**, Karin **MANTERNACH**, Raymond **MUNHOWEN**, Jeannot **MANGEN** (jusqu’à mars 2015), administrateurs

Les points importants en 2014

En 2014, la FeDiB a continué sur sa lancée de promotion du métier du dépositaire : faire connaître l’activité et tous les avantages liés aux services prestés.

Le site internet de la FeDiB (www.boissons.lu) a été modernisé. Sous le sigle « le dépositaire à votre service », son nouveau look, dynamique et frais, donne rapidement accès à de multiples informations concrètes, dont un annuaire complet des membres de la fédération.

En 2014, la FeDiB a participé pour la première fois à l’Expogast, qui, organisé tous les 4 ans, est un événement majeur dans le domaine gastronomique. Les boissons ne pouvaient manquer ce rendez-vous important. Et l’événement fût un grand succès. Le visuel « mon dépositaire » créé pour l’occasion est utilisé comme label de reconnaissance depuis et témoigne de la qualité des produits et des services offerts.

En effet, ce qui différencie le dépositaire avec la grande distribution ou encore les magasins discounts c’est le facteur « Service au client » (proximité, livraison à domicile, flexibilité, contact personnalisé, large gamme de produits, conseils) et c’est justement cela que la fédération veut promouvoir.

Les perspectives pour 2015

La FeDiB continuera ses efforts pour positionner le métier du dépositaire et promouvoir le secteur auprès des clients privés, cafetiers et entreprises.

Année de constitution **1989**

Il représente aujourd’hui 26 entreprises regroupant plus de 650 employés, qui réalisent un chiffre d’affaires dépassant les 100 000 000 €.

GME – Le Groupement des Importateurs et Grossistes de Matériel Electrique

Président: M. Christian **MICHEL**, (à la tête de la société Rexel a pris la présidence en 2014) ■ Michael **THIEL**, vice-président ■ Laurent **PETRY**, secrétaire ■ Jean-Pierre **FUCHS**, trésorier ■ Laurent **SAEUL**, Jean-Claude **THEISEN**, Marco **ZENNER**, administrateurs

Les points importants en 2014

Le GME (www.gme.lu) s’adresse à tous les détaillants en matériel électrique ainsi qu’aux électriciens et autres professionnels du secteur de l’électricité au Luxembourg.

En 2014, le GME représente un secteur en mouvance permanente. Les nouvelles directives européennes en matière d’efficacité énergétique et des économies d’énergie maintiennent la dynamique du secteur qui doit innover pour être à la pointe de la technologie.

Les grossistes se sont également penchés sur la problématique de l’approvisionnement afin d’éviter une concurrence transfrontalière déloyale en s’adressant directement aux fabricants au lieu d’être obligés de passer commande auprès d’intermédiaires en Belgique. A ce sujet, le GME s’est rallié à la **clc**, qui a effectué un lobbying accru auprès des membres du gouvernement luxembourgeois et de la Commission européenne pour en finir avec cette entrave à la libre circulation des marchandises qui nuit énormément au commerce et à l’économie luxembourgeoise.

Sur un autre volet, en 2014, le GME, lors de ses traditionnels « business lunch », a permis à ses membres de se renseigner concrètement concernant la problématique du recouvrement des factures. Les membres ont également pu bénéficier d’une présentation très détaillée concernant les mécanismes d’obligations en matière d’efficacité énergétique à Luxembourg, conférence donnée par M. Tom Eischen, Directeur Général à l’Energie du ministère de l’Economie.

Enfin, le GME avait initié l’organisation de la visite pour ses membres et leurs clients à la foire « Light & Building » à Francfort en avril 2014. Cette foire est la plus grande foire mondiale dédiée à l’éclairage et à la domotique.

Les perspectives pour 2015

Le GME s’est fixé comme mission de continuer la préparation active de tous ses membres aux défis lancés par le changement politique en matière de consommation énergétique qui entrera en vigueur à partir de 2018.

Année de constitution **1969**

Le Groupement Combustibles Solides et Liquides a.s.b.l.

Présidente: Ben **COLLMANN** ■ Gilbert **ANTINARELLA**, vice-président ■ Jeannot **ZAHNEN**, trésorier ■ Steve **OMES**, secrétaire ■ Carlo **BOULANGER**, Marc **RUPPERT**, Henri **STEINMETZ**, administrateurs

Les points importants en 2014

Le Groupement Combustibles a changé de Président au début de l’année 2014. Ainsi, Ben Collmann a repris les rênes de Jeannot Zahnén qui présidait le Groupement pendant plus de 10 ans.

En 2014, le Groupement combustibles a pleinement fait face aux nouveaux défis énergétiques qui résultent de la directive 2012 / 27 / EU. Cette directive fixe un cadre commun de promotion de l’efficacité énergétique dans l’Union Européenne jusqu’en 2020. Un des 3 objectifs de cette directive est d’accroître l’efficacité énergétique de 20 %. A cet effet, plusieurs réunions ont eu lieu avec la cellule Energie du ministère de l’Economie.

Le Groupement Combustibles a travaillé à la promotion de solutions techniques permettant d’atteindre cet objectif à travers de nouveaux systèmes de chauffage (chaudières mazout notamment).

En 2014, le Groupement s’est penché aussi sur les modifications des taux de TVA entrant en vigueur en janvier 2015 impactant le secteur et a informé ses membres quant à l’application des prescriptions de l’ADR aux dispositifs pour additif dans le gasoil de chauffage.

Les perspectives pour 2015

Le Groupement Combustibles compte réaliser une campagne nationale de sensibilisation pour réaliser les économies d’énergie sollicitées. L’idée d’offrir des primes, offertes par les fournisseurs, pour l’achat d’une nouvelle chaudière à condensation alimentée en mazout, source parfaite, est née et sera élaborée en 2015, au bénéfice des bourses des clients et de l’environnement



OPEN NETWORKING 2013

Le dialogue social

En tant qu'organisation professionnelle représentative sur le plan national, la **clc** est directement impliquée dans tous les dossiers socio-économiques traités au niveau de la politique gouvernementale qui sont discutés avec les partenaires sociaux. Depuis quelques années déjà, le dialogue social n'a pas réellement abouti à des conclusions communes ou des consensus. La **clc** était déçue de ce blocage, considérant que les réalités tant économiques que sociétales changent considérablement, mais ne sont en revanche pas retenues dans la définition des objectifs majeurs de la politique, notamment sociale. L'attitude des syndicats qui, au-delà du maintien de tous les droits acquis, plébiscitent une amélioration des conditions de travail et de rémunération totalement détachée des réalités du monde d'aujourd'hui, ne contribue guère à une détente du climat social et à une analyse objective, voire une discussion constructive autour des problèmes structurels qui handicapent la compétitivité du Luxembourg.

Face à ce constat, le Gouvernement a préféré consulter les partenaires sociaux séparément. Plusieurs réunions « bipartites » ont eu lieu en 2014. Ainsi, la **clc** a toujours fait partie de la délégation de l'UEL pour discuter avec le Gouvernement par exemple, sur l'Etat de la Nation en mars 2014, sur la situation économique et la compétitivité le 11 juin 2014 ou sur les défis à court et à moyen terme de l'économie les 24 novembre et 22 décembre 2014.

Plusieurs réunions en composition tripartite ont eu lieu en parallèle. Le 11 juillet, le Gouvernement avait convoqué les partenaires sociaux pour les informer de leurs décisions en matière d'indexation des salaires. Pour la **clc**, l'annonce du Gouvernement d'abandonner toute modulation de l'indexation constituait l'indice d'une politique qui appréhende moins la définition d'une vision globale qui tiendrait compte de tous les défis, que d'une politique qui privilégie l'engagement d'actions isolées.

Le 18 septembre, il a été convenu d'instituer des groupes de travail chargés respectivement de la compétitivité de l'économie, de l'organisation des temps de travail et de formation professionnelle initiale et continue. La réunion du 14 octobre était essentiellement consacrée à la finalisation du Budget de l'Etat pour l'année 2015.

Les discussions avec le Gouvernement ont finalement débouché sur un accord bilatéral conclu en janvier 2015, dont également le concept d'un partenariat pour l'emploi et la réduction du chômage qui a été finalisé et rendu public en février 2015.

La sécurité sociale

Système des soins de santé

Contrairement aux espérances des partenaires sociaux, les impulsions politiques nécessaires à la pérennisation de notre système de santé se font toujours attendre.

Secteur hospitalier

La consolidation et la mise en œuvre des centres de compétence n'avance qu'à très petits pas. Le nouveau plan hospitalier ne semble également pas apporter les remèdes nécessaires. Depuis des années, les hôpitaux annoncent, lors des quadripartites, de grands avancements en terme de collaboration ou encore de réduction des coûts via la centrale d'achat. Les résultats concrets se font cependant attendre.

Ainsi, il semble persister un esprit davantage concurrentiel que collaboratif dans le milieu hospitalier.

Si les partenaires sociaux et le comité directeur de la CNS se plaignent depuis des années, faute d'une législation non-adaptée, d'un manque de pilotabilité de notre système c'est parce que le courage politique de vouloir imposer des mesures à un secteur, financé quasi à 100 % par l'état, fait défaut.

Les problèmes du secteur hospitalier vont cependant bien au-delà du financement des établissements en question. En effet, depuis des années, aussi bien les hôpitaux que le corps médical se plaignent d'un vide juridique et procédural concernant la relation et la collaboration entre ces derniers.

Médecin référent

Premier point de contact pour le patient, le médecin référent établie un dossier patient qu'il tiendra à jour avec toutes les informations médicales, du moins, si ce dernier est d'accord. Malheureusement, à ce stade, ce dossier reste un dossier... papier. Ainsi, la réelle plus-value pour le patient au quotidien demeure limitée à ce stade. Les premiers échos de la commission d'évaluation ne sont pas plus encourageants : lourdeur administrative, valeur ajoutée limitée, incompréhension partielle du concept tant chez les patients que chez les médecins.

Le rapport définitif ne sera publié qu'en mai 2015. Il semble néanmoins déjà clair à ce stade que le concept du médecin référent devra être soumis, que trois ans après son lancement, à une réforme fondamentale.

Introduction du Dossier de Soins Partagé

Le Dossier de Soins Partagé, ou DSP, est un dossier électronique regroupant les informations de santé du patient, sous son contrôle direct ou par l'intermédiaire d'un professionnel de santé de confiance (par exemple son médecin référent).

En clair, il s'agit d'un dossier informatisé et sécurisé qui regroupe les toutes informations relatives à l'état de santé du patient ainsi que son parcours dans notre système de soins. Le patient contrôlera l'accès à ce système via des codes qu'il pourra, ou non, donner au médecin traitant.

Si les premières applications sont déjà disponibles et opérationnelles à ce jour, la phase de préfiguration du DSP sera entamée en 2015 : une phase pilote avec quelque 20 000 patients et médecins volontaires sera lancée en vue d'adapter le système pour un lancement généralisé fin 2016.

Sécurité – Santé

8^e Forum de la sécurité et de la santé au travail

La 8^{ème} édition du Forum de la sécurité et de la santé au travail s'est déroulée les 27 et 28 mars 2014 à Luxexpo. Organisé dans le cadre de la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail, ce rendez-vous national s'inscrit dans la campagne de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles. Son objectif est de sensibiliser les employeurs et les salariés à une véritable « culture de la sécurité ». Destiné aux dirigeants d'entreprise, aux responsables sécurité-santé ainsi qu'à tous les acteurs engagés, il offre une plateforme unique pour partager des expériences, s'assurer du bien-fondé des pratiques ou simplement pour s'informer des nouveautés en matière de protection et de sécurité au travail.

En 2014, le Forum a accueilli une centaine d'entreprises, d'organismes de formation et d'institutions qui ont présenté sur des stands leurs actions mises en œuvre ainsi que des nouveautés en matière de prévention et de gestion des risques. A côté des stands, les entreprises ont animé une quarantaine de workshops en parallèle sur des thèmes aussi variés qu'intéressants. Quelque 2 000 spécialistes et intéressés en la matière se sont rendus à cette plateforme unique pour partager, s'échanger et s'informer.

Pour de nombreuses entreprises, le Forum les conforte dans leur approche de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles. Ainsi, des systèmes de veille, d'analyse et de prévention des risques leur permettent de mieux s'informer sur les situations et les postes exposés au risque. Les entreprises se dotent ainsi des connaissances nécessaires à la mise en œuvre d'outils adéquats pour adapter, modifier ou améliorer les pratiques en place. La sécurité et la santé sont intégrées dans des plans de gestion des risques qui sont établis dans une approche collective et transversale. Elles deviennent ainsi tout naturellement un atout de la compétitivité pour les entreprises.

Les initiatives de l'Association d'assurance accident comme le Prix Prévention et le label « Sécher a Gesond mat System », mais aussi le Prix « Santé en Entreprise » décerné par le ministère de la Santé ou encore le label de l'INDR « Entreprise socialement responsable » sont autant d'actions qui s'inscrivent dans une démarche de professionnalisation de la prévention du risque.

En organisant le Forum sécurité et santé au travail, les organisations patronales confirment, de concert avec le partenaire social, leur engagement à promouvoir davantage une culture de sécurité et de santé au sein des entreprises et donc à développer la valeur et la qualité de travail des salariés. Ainsi, pour la troisième fois consécutive, les organismes de formation patronaux se sont réunis pour décerner, dans le cadre du Forum, les certificats relatifs à leurs formations pour travailleurs désignés et coordinateurs de sécurité sur chantiers.

L’emploi

Le comité permanent du Travail et de l’Emploi (CPTE)

Le CPTE examine le développement durable des conditions de travail et de la sécurité et de la santé des travailleurs en surveillant la situation et l’évolution.

Cette plate-forme tripartite entre Ministères, représentants des employeurs et organisations syndicales représentatives sur le plan national, recherche des synergies entre les acteurs principaux.

En 2013, le Comité s’est particulièrement concentré sur le chômage et la réinsertion professionnelle des jeunes, le maintien dans l’emploi et la création d’emplois. Le comité a également examiné l’avant-projet de loi sur le dialogue social à l’intérieur des entreprises. Le CPTE s’est réuni le 20 février, le 19 mars, le 30 avril ainsi que le 19 septembre 2013.

En tant que partenaire social du CPTE, la **clc** a participé et soutenu l’initiative de prolonger la loi ayant introduit diverses mesures temporaires pour promouvoir l’emploi et pour adapter les modalités d’indemnisation des mesures en faveur de l’emploi jeunes. Ces efforts ont abouti à une nouvelle forme de contrats d’initiation à l’emploi (CAE, CIE) en vigueur à partir de mars 2013. (cf. Emploi jeunes).

Le comité de conjoncture

Le Comité de conjoncture a pour mission principale d’assurer le maintien de l’emploi au travers de mesures destinées à prévenir des licenciements dus à des causes conjoncturelles. Le Comité a pour fonction de surveiller étroitement l’évolution de la situation économique et conjoncturelle du Grand-Duché de Luxembourg, la situation du marché du travail. D’autre part, il est chargé d’émettre dans le cadre de ses missions des avis portant sur les différents types de demandes de chômage partiel et sur les demandes de préretraite-ajustement. En outre, il peut inviter les partenaires sociaux au sein d’une entreprise à établir un plan de maintien dans l’emploi. Les membres du Comité de conjoncture représentent les organisations salariales et patronales, ainsi que différents ministères et administrations.

En 2014, le comité a avisé favorablement 303 sur 347 demandes de chômage partielles.

La **clc** assure la défense des intérêts de ses ressortissants dans ce comité.

Comité du travail féminin (CTF)

Institué par un règlement grand-ducal du 27 novembre 1984, le Comité du Travail féminin (CTF) est un organe consultatif du gouvernement chargé d’étudier soit de sa propre initiative, soit à la demande du gouvernement toutes les questions relatives à l’activité, à la formation et à la promotion professionnelle des femmes.

Le CTF se compose de personnes représentant les organisations patronales et syndicales, du Conseil National des Femmes du Luxembourg (CNFL) et de différents ministères. En tant que membre du CTF, la

clc a activement participé aux réunions du Comité du travail féminin. En 2014, la **clc** en a assuré la vice-présidence.

De par sa nature, le CTF suit de près l’évolution du travail féminin qui se caractérise par une augmentation importante ces trente dernières années, et ce principalement sur la tranche d’âge de 25 à 49 ans (de 42,9 % en 1983 à 76,5 % en 2012, selon l’étude du Statec « Emploi et revenus des femmes au Luxembourg »).

En 2014 et à la demande du ministère de la Famille, de l’Intégration et à la Grande Région, le CTF a fait des propositions par rapport à la réforme du congé parental.

Par ailleurs, le CTF a également pris position par rapport à la stratégie gouvernementale en matière de promotion de l’équilibre femmes-hommes dans la prise de décision politique et économique.

L’Adem – le « Service employeurs »

L’Agence pour le développement de l’emploi a créé ce nouveau service pour améliorer la qualité de ses relations avec les entreprises, ceci afin d’être plus facile d’accès et plus réactive par rapport aux vacances de postes.

Dorénavant, les entreprises qui souhaitent déclarer des postes vacants ont à leur disposition :

- un nouveau référentiel des métiers (ROME)
- un nouvel outil de matching entre les profils recherchés par les employeurs et les demandeurs d’emploi inscrits
- une nouvelle procédure de déclaration de poste vacant
- un « Service Employeurs »

Les services offerts par le « Service Employeurs » sont :

- un contact-center dédié aux entreprises (tél : 247 88000)
- un encodage centralisé des offres et un meilleur suivi, avec un accusé de réception envoyé dès l’offre encodée
- un système de matching plus performant afin d’améliorer le ciblage des assignations
- une plus grande prise en compte des besoins des entreprises à travers un renforcement des équipes des conseillers employeurs, répartis par secteurs d’activité

L’Agence pour le développement de l’emploi dispose de conseillers employeurs expérimentés pour la plupart des secteurs économiques.

Pour le secteur Commerce :

- » Marco **HORMANS** marco.horsmans@adem.etat.lu Tél.: 247 – 65 322
- » Claudine **WAGENER** claudine.wagener@adem.etat.lu Tél.: 65 414

Afin de resserrer ses liens avec les employeurs, l'ADEM organise régulièrement des séances d'information pour les employeurs « Meet Adem ». La **clc** a organisé un événement « networking »

le 26 novembre 2014 dans les locaux de l'ADEM à Esch / Belval afin de permettre à nos membres d'avoir un contact direct avec l'administration.

La formation

Forum des Ressources Humaines

Le Forum des Ressources Humaines est un forum ouvert aux chefs d'entreprises et à leurs responsables du personnel. Il est destiné à favoriser l'échange de bonnes pratiques, de mettre en commun les divers points de vue pour les objets présentant un intérêt collectif, de distribuer des informations utiles et de s'accorder sur les positions à adopter par la **clc** dans l'intérêt des entreprises et des secteurs qu'elle représente.

En 2014, la **clc** a organisé un Forum des Ressources Humaines dédié à la problématique des frontaliers belges et de la fiscalité. De nombreux membres ont participé à la conférence, le sujet était d'actualité brûlante alors. En effet, depuis quelques semaines déjà, de nombreux résidents belges travaillant au Grand-Duché de Luxembourg recevaient des questionnaires envoyés par l'administration belge des contributions. Il leur était demandé de justifier leur activité professionnelle et d'apporter les preuves de leur présence physique sur le territoire grand-ducal. Colette Mousset, juriste, et Remy Willieme, manager, auprès de la société Securex ont traité le sujet.

La **clc** avait profité de l'événement pour faire un sondage auprès de ses membres quant aux sujets importants qu'ils aimeraient voir traités. Elle a décidé d'organiser plusieurs Forums en 2015, notamment concernant le congé parental et les réformes y liées, et l'absentéisme.

Projet Fit4commerce – Bilan

Lancé en janvier 2012, le projet « Fit4Commerce » s'inscrivait dans l'ensemble des démarches encouragées par le Gouvernement luxembourgeois pour lutter contre le chômage. Au vu de l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi et de l'inadéquation entre l'offre et la demande de l'emploi, il s'agissait en effet de mener à un niveau de compétences plus élevé des milliers de demandeurs d'emploi (DE) et d'augmenter ainsi leur employabilité.

« Fit4Commerce » s'appliquait au domaine du commerce de détail pour lequel la situation de l'emploi était et est toujours assez complexe (turnover considérable, besoin en personnel important, problématique de l'image de certains métiers, constat d'une inadéquation importante entre les offres d'emploi disponibles et les demandeurs d'emploi assignés à ces postes).

Ainsi, le projet avait pour but de développer, en tenant compte des spécificités du secteur, une stratégie d'analyse des besoins ainsi qu'une méthode systématique pour évaluer et développer les compétences des demandeurs d'emploi.

a. Plan d'action

Au démarrage du projet, les promoteurs et leurs partenaires prévoyaient l'implémentation d'un plan d'action, à savoir :

- L'établissement d'un catalogue des métiers du commerce communément accepté par le secteur incluant l'élaboration des descriptifs de postes ;
- L'amélioration de l'adéquation entre l'offre et la demande d'emploi à travers la réalisation d'un diagnostic / bilan de compétences des demandeurs d'emploi inscrits à l'Adem ;
- Sur base des résultats obtenus, l'identification et l'organisation de modules de formation de courte durée afin de mettre à niveau les compétences des demandeurs d'emploi ou bien l'organisation de formations spécifiques pour le besoin d'une entreprise déterminée ;
- L'assignation des demandeurs d'emploi à des postes vacants et leur suivi.

b. Objectifs qualitatifs

- Une collaboration plus étroite entre l'Adem et les entreprises du secteur (au niveau de la définition des profils de compétences / des descriptifs de postes, de l'évaluation et du développement des compétences des demandeurs d'emploi ainsi que lors du processus de recrutement) ;
- La mise en œuvre d'un répertoire des fonctions communément accepté dans le secteur du commerce ;
- Un meilleur encadrement des salariés ayant perdu leur emploi ;
- Une optimisation de l'employabilité de ces personnes à travers un diagnostic complet de leurs compétences (bilan de compétences techniques et sociales) et, le cas échéant, l'organisation de formations spécifiques et/ou d'un coaching collectif ou individuel, le cas échéant, l'identification d'opportunités professionnelles dans d'autres secteurs pour les demandeurs d'emploi pour lesquels une réorientation était indiquée.

c. Partenariat

- La confédération luxembourgeoise du commerce (CLC),
- La Luxembourg School for Commerce (LSC),
- L'Administration de l'Emploi (ADEM),
- L'Institut Universitaire International Luxembourg (IUIL).

d. Bilan du Projet

Dans le cadre d'un bilan global du projet avec les principaux acteurs de la grande distribution, il faut reconnaître les limites dans la démarche retenue. Le volet innovateur qui consistait à tester les compétences



CLC – CONFÉRENCE TVA – 12 JUIN 2014

sociales des demandeurs d'emploi par rapport au corridor idéal des compétences exigées par le poste, n'a évidemment pas pu éviter d'autres déficiences plus générales de certains candidats par rapport aux profils souhaités. Dans l'élan de vouloir tester l'outil du bilan des compétences sociales et corriger ensuite les déficits des candidats par une formation et un coaching, d'autres qualités mais aussi les attitudes des candidats n'ont pas privilégié suffisamment d'attention.

Parmi les principales causes qui ont empêché la conclusion d'un contrat de travail, les recruteurs des entreprises ont constaté un manque de motivation parfois flagrant des demandeurs d'emploi. Le manque de disponibilité pour un travail aux horaires irréguliers ainsi que la présentation des candidats furent d'autres obstacles à un recrutement. L'exemple d'un candidat qui a été assigné deux fois de suite auprès d'une même enseigne de la distribution témoigne que le projet n'a pas profité d'un soutien particulier par le service placement de l'ADEM.

Il s'est avéré aussi que dans la définition des compétences sociales d'un conseiller de vente, il faudrait davantage tenir compte des spécificités de la vente par exemple dans la grande distribution par rapport à un magasin spécialisé. Dans le même ordre d'idées, la présélection doit se référer aux produits qui peuvent

convenir ou déplaire à un candidat. Il est compréhensible que d'aucuns peuvent s'intéresser moins à la vente en poissonnerie que le prêt-à-porter par exemple.

Le nombre de demandeurs qui auraient pu décrocher un contrat de travail, aurait été bien plus élevé si l'entretien d'embauche avait eu lieu avant la formation «Fit4Commerce». Certains des candidats étaient sans aucun doute davantage motivés, voire avaient été poussés à s'inscrire au programme pour éviter de perdre leur statut de chômeur indemnisé. Les recruteurs de la grande distribution auraient pu contribuer à présélectionner les postulants motivés par l'univers du commerce ou des métiers de la vente.

Enfin, les recruteurs ont constaté au-delà d'une attitude de désintérêt général, un manque manifeste de préparation à un entretien d'embauche, et ce notamment auprès des plus jeunes.

Formation continue – chauffeur professionnel

La formation continue vise à priori tous les chauffeurs professionnels de véhicules lourds (dont la Masse Maximale Autorisée > 3,5 t) qui sont salariés d'une entreprise établie dans un Etat membre de l'Union européenne.

D'après les dispositions de la directive 2003/59/CE du Parlement Européen et du Conseil du 15 juillet 2003, les catégories suivantes de permis sont concernées: C1, C1 + E, C et C + E pour les poids lourds et D1, D1 + E, D et D + E pour les bus et autocars.

Ainsi, les conducteurs professionnels de poids lourds sont amenés à passer une qualification initiale, respectivement une qualification initiale accélérée, si le permis a été émis après le 10 août 2009.

Pour le cas où le permis a été émis avant le 10 août 2009, seule la formation continue est nécessaire.

La date butoir pour l'accomplissement de la première édition de cette formation continue est le 10 septembre 2016.

Quant aux conducteurs professionnels d'autobus ou d'autocars, la date butoir a été fixée au 10 septembre 2015. A partir de cette date, chaque chauffeur de bus ou d'autocar doit avoir accompli sa formation continue.

Les conducteurs titulaires d'un permis délivré avant le 10 septembre 2008 ou délivré entre le 10 septembre 2008 et le 10 août 2009 (permis limité à la circulation nationale) sont également dispensés de suivre la qualification initiale.

Rappelons que les premières formations ont débuté en 2011 pour les conducteurs d'autobus et d'autocar et début 2013 pour les conducteurs de poids lourds.

Cependant, courant 2014, il s'est avéré, qu'après sondage auprès du secteur «transport de marchandises», que l'information à propos de la date butoir du 10 septembre 2016 semblait quelque peu oubliée ou mal comprise et que le Groupement Transport ainsi que les autorités voulaient à tout prix éviter un «embouteillage» de dernière minute pour effectuer cette formation à temps.

Pour pallier à cette situation et éviter que des décisions soient imposées par les autorités en raison de cette situation indésirable, plusieurs réunions de concertations ont été nécessaires lors du 2^{ème} semestre 2014 entre la **clc**, les autorités de tutelles et le secteur transport.

Ces échanges ont permis de mettre en évidence les points de vue de chaque intervenant, de clarifier des zones grises quant à l'obligation d'effectuer cette formation, d'assurer que la capacité de formation était disponible, mais surtout de s'entendre sur les possibilités de l'évolution de ce cadre.

Les résultats furent probants et les points suivants ont été approuvés pour le futur paquet « flexibilité », à savoir :

- La possibilité de scinder les 5 jours de formation en modules de 4 + 1 ou 3 + 2 jours consécutifs,
- La possibilité d'effectuer une partie de la formation « en interne » pour les modules 4 + 1 ou 3 + 2,
- L'ajout du samedi pour un des modules,
- La mise à disposition des véhicules par le CFC ou la société.

Ainsi, une fois le premier cycle achevé après septembre 2016, ces grandes lignes feront l'objet de concertations en vue de leur application.

Ce délai, voulu par le secteur entier, était nécessaire notamment parce que le CFC était en phase d'expansion et en vue de l'ouverture du 2^{ème} site à Sanem au cours du 2^{ème} semestre 2015.

De même, le point sur la « formation en interne » exigeait d'établir un cadre supplémentaire avec les autorités compétentes en vue de confier la gestion administrative au CFC, mais sous la responsabilité du MDDI.

Ce calendrier va ainsi permettre d'abonder dans le bon sens pour l'ensemble de la profession en ce qui concerne un cycle de formation de grande qualité dont le souci principal est l'amélioration de la sécurité routière et de la protection de son environnement.

Les échos des professionnels sont toujours plus nombreux à s'accordent de dire que la qualité de la formation dispensée au Grand-Duché jouit d'une excellente réputation au niveau européen et contribue d'autant plus à la valorisation des professions du secteur des transports.

L'Economie

Restrictions en matière d'importations

Suite à la publication de son rapport « Un marché unique pour la croissance et pour l'emploi : Une analyse des progrès réalisés et des obstacles restants entre les Etats membres », où la Commission européenne avait constaté officiellement en novembre 2013 que les politiques de certains producteurs ou fournisseurs étrangers constituent un obstacle majeur à une saine concurrence sur les marchés de détail transfrontaliers, la Commission a reconnu qu'« il existe des contraintes territoriales à l'approvisionnement qui empêchent la baisse des tarifs sur certains marchés nationaux (au Luxembourg et en Belgique), notamment pour les produits de marque. »

Comme annoncé également en 2013, la Commission européenne avait invité une délégation des grands distributeurs à un échange de vues à Bruxelles en date du 16 juillet 2014.

Dans le cadre du « Single Market Forum » organisé par le secrétariat général du Benelux à Bruxelles le 28 octobre 2014, la **clc** a profité une nouvelle fois de la présence de hauts fonctionnaires de la Commission européenne pour dénoncer la discrimination du commerce luxembourgeois en matière d'approvisionnement.

A noter également l'initiative du Conseil de la Concurrence qui a lancé fin 2014 une enquête sectorielle sur les réseaux de distribution sur le marché de détail au Luxembourg. Le Conseil a décidé de faire une analyse du fonctionnement du marché au vu des « difficultés qui sont thématiques par la **clc**. »

Sur base des résultats de l'enquête, le Conseil peut se saisir d'office s'il y a présomption d'une pratique anticoncurrentielle dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire et non alimentaire.

Adaptation de la TVA au 1^{er} janvier 2015

Dès l'annonce des changements dans la tarification de la TVA par le gouvernement, la **clc** a créé en son sein sous la responsabilité de Thierry Nothum et d'Alain Petry un groupe de travail dédié à la TVA ayant comme objectif de négocier avec les autorités publiques des mesures visant à réduire les risques inhérents pour les commerçants en relation avec les hausses de prix à attendre et alléger la charge administrative en relation avec les déclarations fiscales et l'affichage des prix. Egalement, un service d'assistance fut mis en place afin de pouvoir répondre à toutes sortes de questions que les commerçants et les consommateurs privés pourraient avoir au sujet de la TVA. En complément, l'équipe Goodidea était en charge de soutenir le gouvernement dans sa campagne de communication et a développé un dépliant visant à informer autant les salariés des entreprises que les consommateurs sur les différents changements de la TVA.

Certains allègements pour les commerçants ont pu être négociés lors d'entrevues des responsables de la **clc** avec le Ministre des Finances Pierre Gramegna, la direction de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines ainsi qu'avec le ministère de l'Economie.

Le 16 octobre 2014, dans le cadre d'une conférence de presse, la **clc** a pris position publiquement sur l'adaptation de TVA et parlé des enjeux au-delà des considérations budgétaires avec l'objectif de maintenir la confiance des consommateurs. A cet effet, il fut rappelé que les taux de TVA resteraient les plus bas de toute l'Europe et le taux super-réduit de 3 % resterait applicable à 2 / 3 de l'assortiment d'un supermarché, aux vêtements et chaussures pour enfants, aux livres, à la culture, etc. L'impact sur le pouvoir d'achat des ménages serait inférieur aux prévisions de 1 % et de 0,7 % établis respectivement par le Statec et la Chambre des Salariés.

En collaboration avec l'Administration de l'Enregistrement et l'avocat Di Stefano, la **clc** a organisé à l'attention de ses membres deux séances d'informations sur les aspects techniques et juridiques de

l'adaptation de la TVA pour ses membres. Tandis que la première séance du 27 octobre était dédiée au secteur automobile et au commerce en général la seconde du 12 novembre était consacrée au secteur immobilier.

À l'instar des problèmes rencontrés lors de la dernière adaptation de la TVA au 1^{er} janvier 1992, de nombreuses mesures ont ainsi pu être mises en place afin de faciliter le basculement de la TVA au 1^{er} janvier 2015. À relever particulièrement les modalités accordées pour l'achat d'une voiture dont la date de commande se situait en 2014 et la livraison ne pourrait avoir lieu qu'en 2015 ainsi que les mesures transitoires dans le domaine du logement pour pouvoir étendre le bénéfice du taux super-réduit à certains projets en cours de réalisation jusqu'au 31 décembre 2016.



ADAL - INTRODUCTION DU CONTRÔLE TECHNIQUE POUR LES VÉHICULES LÉGERS DANS LES GARAGES

Chambre de commerce

L'assemblée plénière composée de 25 membres a été reconstituée le 22 avril 2014 pour cinq ans. Les membres sont répartis dans six groupes électoraux. La **clc** avait introduit sa liste pour le Groupe 1 (commerce). Tous les candidats ont été adoptés : M. Decker Marc, M. Ernster Fernand, M. Rodenbourg Michel, M. Sales Jos, M. Schonckert Laurent, M. Sinner Robert et Mme Felgen-Suardi Anna.

L'assemblée délègue certains de ses pouvoirs au président et au Bureau de la Chambre de Commerce, qui se compose du président, Michel Wurth et de quatre vice-présidents, dont Fernand Ernster, depuis juillet 2014.

La **clc** est représentée dans les cinq commissions spécialisées et en préside trois : la Commission des comptes, la Commission économique (présidée par M. Sales, vice-président de la **clc**), la Commission internationale, la Commission PME (présidée par M. Rodenbourg, président honoraire et administrateur de la **clc**) et le Comité de gérance de la LSC (présidée par M. Ernster, président de la **clc**).

Confédération des Classes Moyennes a.s.b.l.

Cette association est composée des trois organisations représentatives des PME, à savoir la **clc**, la Fédération des Artisans et l'Horesca. Elle constitue la plateforme pour se concerter sur tous les dossiers qui concernent plus particulièrement les petites et moyennes entreprises.

UEL (Union des entreprises luxembourgeoises)

L'Union des Entreprises Luxembourgeoises regroupe les organisations et chambres professionnelles patronales. Il s'agit en l'occurrence de l'ABBL, l'ACA, la Chambre de Commerce, la Chambre des Métiers, la **clc**, la Fédération des Artisans, la Fedil et l'Horesca.

L'UEL élabore, de concert avec ses membres, les positions des entreprises sur des sujets interprofessionnels, les défend auprès des pouvoirs publics et des syndicats et les présente aux médias.

Elle s'engage activement dans le débat sociopolitique, dans le respect du développement durable et de la responsabilité des entreprises. Sur tous les sujets qui sont de son domaine de compétence, l'UEL est régulièrement amenée à élaborer des dossiers de fond pour soutenir ses prises de positions. Les domaines concernés sont : l'économie et la fiscalité, l'emploi et les relations de travail, la sécurité sociale, le développement durable, l'éducation et la formation, la simplification administrative, la concurrence...

L'UEL promeut également la responsabilité sociale des entreprises (RSE) afin d'aider les entreprises à renforcer leur compétitivité et à assurer leur pérennité. Pour ce faire, elle a créé en 2009 l'Institut national pour le développement durable et la responsabilité des entreprises (INDR).

Le Conseil d'administration de l'UEL reflète, de par sa composition, les secteurs économiques qui sont couverts par la mission de l'association. M. Fernand Ernster représente la **clc** dans cet organe. Le Comité Exécutif de l'UEL prépare les documents et les positions soumis au Conseil d'Administration. La **clc** est représentée dans ce comité par son directeur, M. Thierry Nothum.

Cluster for Logistics Luxembourg a.s.b.l.

Le Cluster for Logistics, dont la **clc** est co-fondateur, est l'interlocuteur privilégié du gouvernement en vue du positionnement et de la promotion du Luxembourg en tant que plateforme logistique multimodale compétitive. La présidence du Cluster for Logistics a été reprise par Carlo Thelen en 2014 suite à la démission de Pierre Gramegna, appelé à des responsabilités ministérielles au sein du gouvernement nouvellement constitué. Thierry Nothum, directeur de la **clc**, en est un des deux vice-présidents.

Au cours de 2014, le Cluster a organisé l'échange d'informations, le développement de projets de collaboration, l'accès à des formations appropriées et le renforcement des synergies entre acteurs, a soutenu la promotion de la recherche et du développement de services à haute valeur ajoutée et a accompagné la mise en place d'un cadre juridique et réglementaire favorable aux entreprises. Plusieurs participations à des salons et voyages d'études ainsi que des rencontres avec des partenaires potentiels des transporteurs et logisticiens luxembourgeois ont été organisés par le Cluster.

Conseil de la Consommation

La **clc** est membre du Conseil de la Consommation dont l'une des principales missions est de vérifier que les signataires de la Charte «Fair Price» ont bien respecté leurs engagements de ne pas pratiquer de hausses de prix injustifiées au détriment du consommateur. En 2014, sur base de l'étude des prix à la consommation réalisée par le Statec – qui a montré que le taux d'inflation se situe en moyenne à 0,6 % pour la période sous revue – le Conseil a pu apprécier les variations des prix relevées et évaluer que dans son ensemble, le commerce a appliqué des prix « justes ».

Le Conseil de la Consommation a aussi été impliqué dans le projet de loi portant introduction du règlement extrajudiciaire des litiges (REL) dans le Code de la consommation et modifiant certaines dispositions du Code. La Directive impose aux Etats membres de faire en sorte que le consommateur puisse avoir accès à une procédure de REL à l'encontre d'un professionnel établi sur leur territoire dans le cadre d'un litige national ou transfrontalier concernant les obligations contractuelles découlant de contrats de vente ou de service. Les Etats membres peuvent satisfaire à cette obligation en assurant l'existence d'une entité résiduelle de REL. A cet effet, le projet de loi prévoit la mise en place d'un « Médiateur de la consommation » et laisse la possibilité pour d'autres entités de REL de devenir des entités qualifiées. Le « Médiateur de

la consommation » serait alors compétent lorsqu'aucune autre entité qualifiée n'est compétente. Le projet de loi définit en outre que la procédure doit être accessible à un coût modique (maximum 25 euros) pour le demandeur et suggère la création de la structure résiduelle sous forme d'une structure tripartite entre l'Etat, l'UEL et l'ULC.

Puisqu'il existe au sein des fédérations de la **clc**, des commissions de médiation/concertation qui pourraient potentiellement devenir des entités qualifiées, il importe à la **clc** de veiller à leurs intérêts ainsi qu'à ceux des professionnels en général, le projet de loi prévoyant de nouvelles exigences à leur rencontre.

Ont également été traitées au sein de ce Conseil, les enquêtes sectorielles faites sur le terrain par la Direction du marché intérieur et de la consommation ainsi que la modification des taux de TVA prévue pour 2015, en ce qui concerne le volet « communication vers les consommateurs ».

Commission ad hoc « formation des prix »

La Commission s'est réunie les 26 mai et 19 septembre 2014.

En dépit de l'avis contraire de la **clc**, l'Observatoire de la formation des prix a proposé une analyse de l'impact de la hausse du taux de la TVA le 1er janvier 2015 au Luxembourg (sans empiéter sur les analyses menées dans d'autres instances, comme par exemple la Charte Fair price du Conseil de la consommation), ainsi qu'une analyse de l'impact de la réforme du secteur des taxis sur les prix des courses pour le consommateur.

La délégation du patronat a d'une part proposé d'analyser aussi la part de produits concernés en théorie par cette hausse qui ne vont pas bouger, pour des raisons de concurrence transfrontalière, et d'autre part d'analyser son impact sur l'évolution des prix administrés. Le patronat a aussi demandé d'étudier l'impact d'une éventuelle « désindexation de l'économie » comme cela est prévu dans le programme gouvernemental.

L'Observatoire de la formation des prix a discuté les principaux résultats de l'étude basée sur l'Enquête 4 Frontières de Nielsen. La **clc** a donné des explications sur l'impact des conditions d'approvisionnement sur le prix d'achat du secteur de la distribution au Luxembourg. Comme les distributeurs au Luxembourg ne peuvent pas librement s'approvisionner au sein du marché intérieur à cause de restrictions territoriales (p.ex. contrats d'exclusivité), de manière générale les commerçants sur le territoire luxembourgeois ne peuvent pas profiter du plein potentiel du marché intérieur (en termes de produits et de prix). Il existe certes d'autres facteurs de coûts qui peuvent expliquer les écarts de prix constatés avec les régions frontalières voisines, mais c'est surtout les conditions d'approvisionnement qui semblent avoir le plus de poids.

A cause des démarches entreprises ensemble avec le gouvernement auprès de la Commission européenne, la **clc** a cependant pu avancer nettement dans ce dossier depuis quelques années. La Commission européenne est sensibilisée et viendra prochainement de nouveau au Luxembourg pour discuter avec les distributeurs nationaux.

Un autre sujet mis en avant est l’impact de la hausse de TVA. Le rapport « Estimation d’impact de la hausse de la TVA en 2015 sur les prix à la consommation au Luxembourg » a été présenté aux membres de la Commission ad-hoc.

CES

La **clc** détient traditionnellement deux mandats au sein du CES, organe composé de représentants des organisations patronales, syndicales et des pouvoirs publics. M. Gary Kneip, président honoraire et administrateur de la **clc**, a assumé la présidence du CES jusqu’à fin 2014.

Haut Comité pour le soutien des PME et entrepreneuriat

La première réunion du Haut comité pour le soutien des PME et de l’entrepreneuriat a eu lieu le 26 juin 2014 sous la présidence de Francine Closener, secrétaire d’État à l’Économie.

Ce comité est composé de représentants de la Chambre de Commerce, Chambre des Métiers, Fédération des artisans, l’Horesca et de clc.

Plusieurs groupes de travail organisés autour des grandes thématiques se sont rencontrés à plusieurs reprises pour discuter et proposer des mesures pour stimuler l’entrepreneuriat, la création d’entreprise et favoriser le développement du secteur des PME. La clc a participé activement dans tous les groupes de travail.

Le Haut comité finalisera le 4^{ème} plan d’action en faveur des PME en 2015.

MCAC – Vue d’ensemble des activités 2014

| | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
|---|------------|------------|------------|-----------|
| Nombre de dossiers présentés | 76 | 68 | 73 | 54 |
| Coût total des investissements présentés | 26 293 940 | 11 436 796 | 12 962 275 | 9 645 750 |
| Nombre de dossiers abandonnés, refusés ou suspendus | 45 | 52 | 62 | 37 |
| Nombre de cautionnements décidés | 31 | 16 | 11 | 17 |
| Volume total des cautionnements décidés | 1 220 900 | 362 246 | 199 500 | 323 190 |
| Nombre de dossiers finalisés | 16 | 7 | 4 | 9 |
| Volume total des dossiers finalisés | 726 900 | 125 606 | 48 500 | 158 190 |
| Nombre de dossiers défaillants | 8 | 1 | 4 | 2 |

L’objectif principal de la MCAC est de faciliter l’accès au financement bancaire des PME affiliées à la Chambre de Commerce en se portant garant pour les prêts d’investissement auprès des établissements de crédit agréés au Luxembourg, lorsque les garanties s’avèrent insuffisantes. L’obtention d’un crédit professionnel est souvent difficile car les acteurs financiers doivent de plus en plus tenir compte du risque spécifique véhiculé par le client individuel et, par conséquent, réclament plus de sûretés au demandeur de prêt. Les conditions et modalités de prêt sont fonction de la qualité des garanties offertes. Un cautionnement de la MCAC fournit ainsi à l’entrepreneur un outil important pour négocier les conditions de son financement.

Tout au long de l’année 2014, les responsables de la MCAC ont assisté et conseillé plus de 380 personnes en matière de création, de reprise et de financement d’entreprises. Ce sont 54 demandes de cautionnement qui ont été déposées en 2014 par des entreprises commerciales. Le comité d’évaluation a approuvé 17 dossiers pour un montant total de 323 190 euros. 9 dossiers (dont 6 créations nouvelles) ont été finalement cautionnés, contre 4 dossiers (dont 3 créations nouvelles) pour l’année 2013. La **clc** y était représentée par M. Yves Gordet jusqu’en automne 2014. Il fut remplacé par M. Bob Walté, vice-président de la **clc** par la suite.

SNCI et Commission loi-cadre

Yves Gordet a été remplacé par M. Alain Petry, membre de la Direction de la **clc**, pour représenter la **clc** dans la commission dite « loi-cadre » du Département PME du Ministère de l’Economie. Cette commission statue sur l’éligibilité aux aides étatiques ainsi qu’aux financements «Crédit d’équipement» de la SNCI. Le représentant de la **clc** accompagne ainsi la mise en place de financements et de subventions au bénéfice de ses membres.

SNCA, SNCT et SNCH

La **clc** est représentée dans les conseils d’administration respectivement de la SNCT, de la SNCA et de la SNCH (Société de Certification et d’Homologation) par M. Thierry Nothum.

Le Directeur de la **clc** siège également dans le comité stratégique de la SNCT, un groupe de réflexion orienté sur l’évolution probable de l’activité du contrôle technique des véhicules, les défis futurs que rencontreront la société et la planification sur le moyen et long terme de ses besoins en infrastructures.

EuroCommerce

???

Marketing et promotion

Depuis 2007, le nombre de clients étrangers est en augmentation constante, la fuite du pouvoir d'achat des résidents a été freinée et l'image du Luxembourg (et pas seulement l'image de son commerce!) s'est enrichie. Mais malgré ces succès, certes encore fragiles, la nouvelle politique budgétaire du Gouvernement mettra un terme au Programme dès 2016! Déjà pour 2015, les budgets revus à la baisse ne favoriseront plus la consolidation de ces résultats.

La réduction des budgets et la recrudescence de la fuite du pouvoir d'achat dont nous renseigne le STATEC dans son étude «budget des ménages» faisaient que 2014 était aussi pour l'équipe du Programme une année d'une profonde remise en question.

Les efforts se sont concentrés sur la vitrine digitale Goodidea.lu d'un côté, et sur le conseil et la mise en réseau d'autres acteurs pour inciter des coopérations, de l'autre.

Le site Goodidea.lu est une mosaïque de «best practices» où chaque commerçant représente une ou plusieurs des valeurs de la marque. Good Idea met en lumière les exemples de commerces qui offrent un service inédit, des produits originaux, un savoir-faire rare, un cadre ou une ambiance exceptionnelle, etc. Ces commerçants, unis dans leur diversité sur une seule plateforme, peuvent influencer l'image de tout un secteur, sans être ni restrictive, ni forcée. Ce même principe est le fil rouge des campagnes pluri-médias et des coopérations intersectorielles.

En 2014, le site a accueilli presque 700.000 visiteurs, soit une augmentation de 36 % par rapport à 2013! Les visiteurs de Goodidea.lu sont des consommateurs mobiles, le taux de visites via smartphones et tablettes s'élevant à 60 %.

Depuis 2012, les «Good Idea de la semaine» sont en permanence présentes sur des sites Internet à l'étranger. Le réseau des sites partenaires ou «satellites» a été élargi en 2014: le nouveau partenaire belge Corelio avec son site lavenir.net nous a permis de compenser le manque d'une plateforme en Province de Luxembourg, assurant donc une couverture «360°».

L'année 2014 était également marquée par une redéfinition des priorités politiques. Une large discussion autour d'une vision pour l'avenir du pays confirmait une fois de plus qu'il est indispensable d'investir dans une stratégie «nation branding». Il n'a pas fallu attendre la forte médiatisation des avantages fiscaux que le

Luxembourg accordait aux grandes entreprises internationales (« Luxleaks ») pour comprendre l'évidence du lien entre une image positive du Luxembourg et sa réussite dans une économie globale en permanente mutation.

La **clc** salue l'engagement du gouvernement à mobiliser toutes les forces vives du Luxembourg pour améliorer l'image de notre pays. Le commerce est à la fois bénéficiaire et acteur dans le cadre d'une telle démarche. Depuis 8 ans, la **clc** et son équipe chargée de la promotion du commerce dans le cadre du programme « Luxembourg, Pôle de commerce de la Grande Région » promeuvent activement le commerce luxembourgeois et sont donc des partenaires incontournables du gouvernement.

Luxembourg House

La création d'un ou plusieurs « Luxembourg House » a été annoncée officiellement par le gouvernement en octobre 2014. La **clc** avait soumis au gouvernement sa vision d'une telle vitrine. Un document de réflexion a été soumis au gouvernement en décembre 2014. Le concept, tant des gammes de produits reflétant le savoir-faire des professionnels luxembourgeois et la richesse de l'offre, que de l'aménagement intérieur de « Luxembourg House » largement inspiré d'un « pop-up store » afin de changer à des intervalles réguliers l'aménagement selon les thèmes, les saisons, les traditions, les cibles visées, l'innovation en place, a été élaboré par l'équipe de Good Idea.

L'équipe a présenté son concept au Ministère et a rencontré les responsables à plusieurs reprises pour avancer dans ce dossier si cher à la **clc**.

Début 2015, le Ministère a décidé de confier l'exploitation de « Luxembourg House » à la Luxair.

L'augmentation de la TVA

Comment créer un climat de confiance et favoriser l'acceptation de la hausse de la TVA ?

En printemps 2014, les projets du gouvernement d'augmenter la taxe à valeur ajoutée (TVA) pour assainir les finances publiques, se sont concrétisés – une annonce qui suscitait immédiatement les cris d'alarme des consommateurs, de l'Union luxembourgeoise des consommateurs et des syndicats. Une fois encore, l'exiguïté du Luxembourg risquait de faire le malheur du commerce: une augmentation des prix au Luxembourg pourrait inciter plus de résidents à faire leurs courses ailleurs. La recrudescence de la fuite du pouvoir d'achat pourrait donc s'accélérer et non seulement nuire au commerce indigène, mais contrecarrer la volonté du gouvernement d'augmenter ses recettes.

En mars 2014, l'équipe de Good Idea avait élaboré un questionnaire en collaboration avec TNS Ilres afin de prendre l'avis des résidents. Les commentaires postés dans les forums online (p.ex. sur RTL.lu ou Lessentiel.lu) confirmaient les soucis, et il a fallu vérifier si les opinions exprimées représentaient le sentiment d'une majorité de résidents. TNS Ilres a finalement réalisé 1 000 interviews qui avaient permis à la **clc** de connaître :

- le niveau d'information de la population en matière de TVA et des différents taux en vigueur,
- leur opinion par rapport à une augmentation des taux.

Les résultats de cette enquête permettaient d'élaborer une stratégie de communication destinée à améliorer l'acceptation de la hausse et à minimiser l'impact négatif sur les commerces.

La stratégie de communication a été proposée au gouvernement, et la **clc** a collaboré étroitement avec les responsables communication des ministères d'Etat, des Finances et de l'Economie.

Pour la **clc**, l'équipe de Good Idea s'est occupée des volets suivants :

- Elaboration d'un fil rouge de la communication pour le gouvernement,
- Conférence de presse,
- Information interne des commerçants et du personnel de vente: ce volet comprenait l'organisation de conférences en collaboration avec l'Administration de l'Enregistrement et le Ministère des Finances, ainsi qu'un workshop avec les représentants de la grande distribution pour élaborer un support de formation pour le personnel,
- Conseils et sondages auprès des commerçants,
- Information des consommateurs,
- Création d'un dossier d'information online avec campagne « Google Adwords ».

Les heures d'ouverture

En 2014, un papier de réflexion a été transmis au Ministère de l'Economie, suite à une discussion préalable et au regard de la volonté du gouvernement de redéfinir la base légale pour l'ouverture des commerces. Cet avis a pointé du doigt les problèmes spécifiques du Luxembourg dans sa situation concurrentielle grande-régionale. Il a été élaboré afin d'aider les décideurs politiques à se poser les bonnes questions, et de proposer un fil rouge pour la mise en place d'une nouvelle législation avec les différentes parties prenantes concernées. Le papier soumis au gouvernement fait la différence entre une libéralisation des horaires (jugée indispensable pour la compétitivité des entreprises luxembourgeoises) et un emploi responsable des libertés par les parties concernées (entreprises, unions commerciales et centres commerciaux).

E-commerce

Les principales missions de Good Idea face à ces nouveaux comportements d'achats sont la sensibilisation du commerce traditionnel aux défis et opportunités liés qui se dégagent de la digitalisation, le conseil quant à la démarche à prendre pour se lancer dans l'e-commerce et la promotion des boutiques en ligne luxembourgeoises avec l'objectif de montrer aux consommateurs qu'il y a des alternatives locales aux mastodontes étrangers de l'e-commerce.



L'équipe de Good Idea a été associée en 2014 aux réflexions d'un groupe de travail de la clc qui a été constitué pour mettre en place une fédération e-commerce. L'équipe a participé à la définition des missions d'une telle fédération qui devrait défendre les intérêts communs des entreprises luxembourgeoises et qui est conçue en tant que plateforme d'échange d'entrepreneurs, de porte-parole du secteur et d'incubateur pour les technologies digitales liées à la vente en ligne.

Cette nouvelle fédération « e.com.lu » (la 59^e fédération professionnelle membre de la clc) a vu le jour début 2015.

Le marketing des villes

L'attractivité des centre-villes fait le succès du commerce local et contribue à la satisfaction et le bien-être des habitants. Le chiffre d'affaire des commerces dans certaines villes est en stagnation, voire régresse. Certains commerçants déplorent une stratégie de marketing qui fait défaut, le manque de sécurité physique ou encore une coordination insuffisante entre les différents acteurs locaux qui restent trop souvent dans leurs propres silos. Dans certaines communes, ces constats provoquent une remise en question profonde et la recherche de solutions.

Certaines de ces villes ont intégré la clc dans leurs réflexions en 2014, et nous ont invité à des entretiens individuels, groupes de discussion ou tables rondes. L'équipe de Good Idea a contribué à formuler les bonnes questions afin de pouvoir élaborer une stratégie tant pour le commerce que pour le positionnement en général.

En 2014, l'équipe de Good Idea a également été associée aux réflexions menées à Luxembourg-ville (chantier du tram, construction du nouveau centre Hamilius) à Echternach et à Ettelbruck. D'autres entrevues ont eu lieu début 2015.

Mission de conseil, partenariats

Maarteverband

- élaboration d'un plan de communication qui ne néglige pas la clientèle classique du marché, mais qui s'engage en plus dans un dialogue avec de nouveaux groupes cibles, notamment les résidents étrangers de la ville, les frontaliers et les jeunes,
- développement d'une stratégie online du Maarteverband sur Facebook.

Ville de Luxembourg

- Été 2014, mise en réseau des différents acteurs et leurs campagnes et élaboration d'une action de communication commune pour promouvoir et développer des messages plus forts et pour mieux exploiter les budgets de chacun, en l'occurrence, pour la fédération des forains (pour la Schueberfouer), l'UCVL (pour une ouverture dominicale et la grande braderie) et le Luxembourg City Tourist Office (LCTO) (pour augmenter la notoriété de ses visites guidées et des monuments de la ville à l'occasion du 20^{ème} anniversaire du classement UNESCO des casemates),

- mise en place de diverses campagnes pour l'union commerciale de la ville de Luxembourg (UCVL), avec une dimension transfrontalière (campagne « First Sunday », Stroossemaart, la grande Braderie et les quatre ouvertures dominicales avant Noël),
- gestion du budget et exécution du plan média pour la communication cohérente et ciblée des neuf marchés annuels du Glacismaart, marché mixte mensuel organisé en coopération entre trois fédérations professionnelles et la ville de Luxembourg,
- conception du plan de communication très élaboré en étroite collaboration avec la fédération des forains et la ville de Luxembourg pour la promotion de la Schueberfouer,
- promotion des marchés de Noël à Luxembourg-ville pour le compte du « comité Chrëschtmaart »,
- exécution de la campagne « Winterlights » dans la Grande Région.

Fédération de la Mode

- élaboration d'une stratégie de communication et développement d'un plan médias pour le Fréijoers-shopping et le Mantelsonndeg. Les ouvertures dominicales nationales ont lieu respectivement en mars et en octobre de chaque année. 60 % du budget de communication étaient assurés par des apports privés (financées par les unions commerciales et les centres commerciaux) et 40 % ont été prise en charge par le budget de Good Idea ;

Luxexpo

- dans le cadre d'une cure de jouvence de la Fréijoersfoire, élaboration d'une campagne de communication pour attirer plus de résidents étrangers.

Fédération des dépositaires

- en partenariat avec une agence de communication, l'équipe de Good Idea a développé la structure d'un nouveau site Internet et rédigé des textes pour le site et d'autres supports de communication accompagnant la présentation de la nouvelle identité de la fédération, dévoilée à l'occasion de l'Expo-gast à Luxexpo du 22 au 26 novembre 2014.

Fédération des Antiquaires et Brocanteurs du Grand-Duché

- diffusion de l'annonce des trois grandes foires d'antiquités et de la brocante à Luxexpo, en intégrant dans le plan de communication tout le réseau de Good Idea ainsi que des médias (radio, presse et internet) au Grand-Duché et en Grande Région ; visibilité supplémentaire et très ciblée, notamment via des sites Internet comme Quefaire.be (rubrique brocante) ou Vide-greniers.org.

Promotion du commerce luxembourgeois

Le référencement du site Goodidea.lu

Pour assurer la notoriété du site Internet Goodidea.lu en tant que vitrine du commerce luxembourgeois, des investissements continus dans son référencement naturel mais aussi dans son référencement payant se sont imposés en raison du re-paramétrage des recherches Google par le géant du web.

Une nouvelle approche a permis d’augmenter encore le trafic sur le site et des campagnes ont été lancées pour :

- booster des sujets d’actualité ou à durée limitée (soldes, ouvertures dominicales etc.),
- permettre de figurer parmi les premiers résultats des recherches même pour les mots-clés qui n’atteignent pas un référencement naturel optimisé,
- rappeler le site aux personnes qui l’avaient déjà visité dans le passé,
- cibler d’une façon très précise les consommateurs qui correspondent à un certain profil ou qui habitent dans une région bien définie.

Good Idea sur Facebook

Outre la présence plus ou moins régulière sur les fanpages des sites satellites-partenaires, Good Idea dispose de sa propre fanpage avec 18344 inscrits au 31 décembre 2014. Grâce à des jeux-concours et de « posts » tout au long de l’année, l’audience a presque doublé en un an (le nombre de 10 000 fans ayant été atteint fin novembre 2013). Le plan rédactionnel pour Facebook prévoit au moins quatre posts par semaine.

Shopping Map

La Shopping Map de Good Idea a été rééditée en 2014. Le format a changé, passant d’une carte dépliant à une brochure au format de poche d’un peu plus de 40 pages. La volonté était de rendre ce petit guide toujours plus fonctionnel, pratique à le mettre dans son sac pour partir ensuite à la découverte des zones shopping du pays ! Le tirage est resté constant à 150 000 exemplaires.

L’agenda commercial sur Goodidea.lu

Avec son agenda commercial, Goodidea.lu a offert aux unions commerciales et aux centres commerciaux une plateforme unique. Tout l’événementiel du commerce national et local est rassemblé sur le site et les informations sont diffusées auprès d’un public très ciblé. En 2013, une campagne Google avait permis de diriger des internautes à la recherche d’informations sur les événements du commerce vers notre agenda, mais pour des raisons budgétaires, cette campagne a dû être supprimée en 2014. L’agenda a été transféré sur la page d’accueil de Goodidea.lu afin de lui donner au moins une meilleure visibilité.

Les soldes d’hiver et d’été

L’équipe de Good Idea a mis en place des campagnes dans le réseau Google avec un ciblage géographique des habitants des régions frontalières en Sarre, en Rhénanie-Palatinat, en Lorraine et en Wallonie

Xmas Shopping et marchés de Noël

Pour promouvoir le calendrier des marchés et ouvertures dominicales, l’équipe a privilégié le réseau de Google, Facebook, les sites partenaires de Goodidea.lu à l’étranger et certains sites bien fréquentés au Grand-Duché, sur lesquels ont été achetés des emplacements publicitaires. Cette communication a été complétée par des reportages publiés dans la presse étrangère et une petite campagne radio très ciblée.

Publireportages avec le Luxemburger Wort

Grâce à un partenariat entre le Luxemburger Wort et Good Idea, les fédérations ou unions commerciales du pays souhaitant promouvoir leurs événements (festivals, braderies, ouvertures dominicales etc.) via des pages spéciales peuvent offrir à leurs membres des tarifs spéciaux pour leurs annonces individuelles. 34 pages spéciales ont pu être réalisées en 2014, augmentant ainsi la visibilité du commerce luxembourgeois et ses événements au Grand-Duché.

Good Idea Pro

Le magazine Good Idea Pro a été édité quatre fois en 2014 et a été envoyé gratuitement à tous les commerçants, artisans et restaurateurs du Grand-Duché (tirage : 7 000 exemplaires). Les sujets principaux traités en 2014 furent le e-service, la formation, l’innovation et le dossier « I love local ».

Goodidea@MUDAM

Goodidea@MUDAM est un cycle de conférences pour commerçants organisées par l’équipe de Good Idea en collaboration avec le MUDAM. Quatre conférences ont pu être annoncées en 2014, suivies d’une visite guidée du MUDAM. En général, les conférences permettent d’approfondir les sujets repris dans le magazine « Good Idea Pro ».

La description complète et détaillée de toutes les actions de l’équipe Good Idea peut être lue dans le Rapport Annuel du programme « Luxembourg, Pôle de commerce de la Grande-Région » qui vous est transmis sur simple demande.

La clc a renouvelé son label RSE

Le 29 septembre 2014, la clc a renouvelé sa labellisation RSE (entreprise socialement responsable) obtenue une première fois en 2011.

La clc montre ainsi son attachement aux valeurs promues dont l’engagement de la société envers ses salariés en matière sociale et d’égalité des chances, envers la gouvernance et l’environnement.

C’est particulièrement la gestion de ses salariés qui tient au cœur à la clc pour un bien-être au travail et un développement personnel continu.

Ecotrel

En 2004, dès l’adoption des Directives européennes, 43 sociétés luxembourgeoises ont suivi l’appel de la **clc** en créant l’a.s.b.l. Ecotrel.

Plus de 500 sociétés de différentes tailles et représentant différents secteurs d’activités sont affiliées à Ecotrel et profitent de cette association pour lui déléguer leurs obligations légales de la prise en charge de la collecte et du recyclage des appareils électriques et électroniques.

Valorlux

La **clc** représente les acteurs du commerce dans le Conseil d’Administration de Valorlux. Elle siège également dans les groupes de travail de la communication et de la prévention.

Les quantités d’emballages ménagers déclarés à VALORLUX s’élèvent à 65 839 tonnes dont 54 966 tonnes d’emballages ménagers et 10 873 tonnes d’emballages commerciaux. Ce qui représente une légère progression par rapport aux résultats de 2013 malgré la légère diminution du nombre des membres.

En date du 12 novembre, Valorlux a célébré les 10 ans de l’éco-sac en présence de Mme Carole Dieschbourg et M. Camille Gira.

Il y a dix ans, cette initiative de Valorlux avait été supportée par les ténors de la grande distribution au Luxembourg. Fin 2014, plus de 80 enseignes distribuent l'éco-sac et contribuent à épargner nos ressources naturelles. Depuis 2004, environ 560 millions de sacs de caisse à usage unique ont pu être ainsi économisés, ce qui représente 3 738 tonnes de plastique et 8,3 millions de litres de pétrole.

Il convient de souligner aussi que grâce au succès énorme du sac, le Luxembourg remplit d'ores-et-déjà les exigences de la directive européenne adoptée en 2015 en matière de réduction des sacs en plastique.

Ecobatterien

L'a.s.b.l. Ecobatterien a été créée par la Fédération des Artisans, la Fedil, Ecotrel et la **clc** afin que celle-ci endosse les obligations à charge des producteurs et importateurs de piles et accumulateurs. Elle organise la collecte, le recyclage et le traitement écologique de ces déchets.

INDR





CLC - WE CHOOSE TO GO TO THE MOON RELOADED - 11 FÉVRIER



CLC - WE CHOOSE TO GO TO THE MOON RELOADED - 11 FÉVRIER



CLC - WE CHOOSE TO GO TO THE MOON RELOADED - 11 FÉVRIER



CLC - NETWORKING ADEM - ITM



CLC - JOURNÉE DES PRÉSIDENTS - 5 NOVEMBRE



CLC - NETWORKING BCEE-ENOVOS



CLC - NETWORKING TANGO - LUXCONNECT

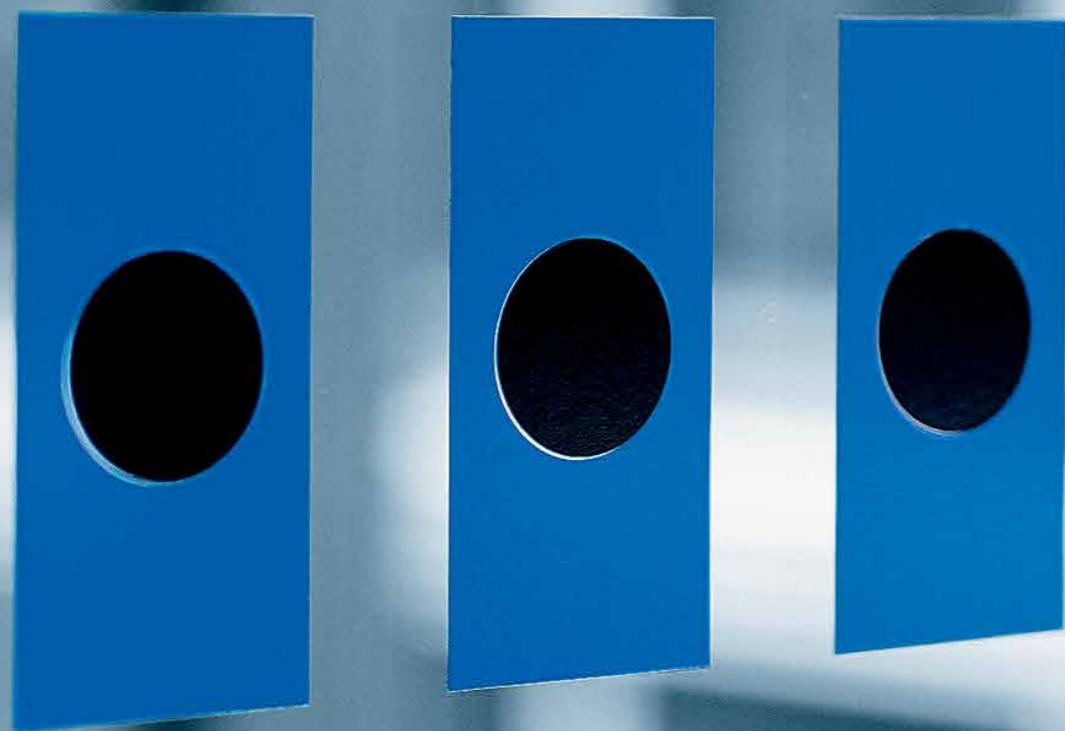


CLC - NETWORKING MÉLANGE - BERLITZ



CLC - NETWORKING CK - 1535 °C

c/c



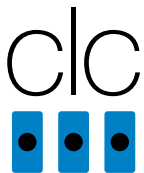
Liste des fédérations membres

| |
|---|
| 1. Groupement Alimentation a.s.b.l. |
| 2. Fédération Luxembourgeoise de l'Ameublement a.s.b.l. |
| 3. Arts ménagers et Quincaillerie a.s.b.l. |
| 4. Groupement drogues, articles chimiques, optiques, photographiques, sanitaires du Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l. |
| 5. Groupement Combustibles solides et liquides a.s.b.l. |
| 6. Groupement Tabacs, Souvenirs, jouets, vanneries et articles d'art a.s.b.l. |
| 7. Groupement Radios, articles électriques et installations sanitaires du Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l. |
| 8. Fédération Bureauutique a.s.b.l. |
| 9. Fédération Luxembourgeoise des Libraires a.s.b.l. |
| 10. Lëtzebuurger Bicherediteuren a.s.b.l. |
| 11. Fédération des Professionnels Indépendants de l'Immobilière a.s.b.l. |
| 12. Groupement Fleuristes du Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l. |
| 13. Groupement d'Activités commerciales diverses a.s.b.l. |
| 14. Association européenne des commerçants-forains a.s.b.l. |
| 15. Groupement du Commerce Frontalier a.s.b.l. |
| 16. Letzebuurger Maarteverband a.s.b.l. |
| 17. Union Luxembourgeoise des Agences de Voyages (ULAV) a.s.b.l. |
| 18. Syndicat des Agents de Voyages du Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l. |
| 19. Groupement Parfumeries Sélectives a.s.b.l. |
| 20. Fédération Internationale des Profession Immobilières, chapitre Grand-Duché de Luxembourg |
| 21. FeDiB (Fédération luxembourgeoise des Distributeurs en Boissons) a.s.b.l. |
| 22. Syndicat des Importateurs, Exportateurs et Distributeurs-Grossistes en alimentation et autres produits de consommation a.s.b.l. |
| 23. Association des Importateurs-Grossistes spécialisés en produits alimentaires a.s.b.l. |
| 24. Fédération Luxembourgeoise des Industries et du Négoce de Vins, Liqueurs et Spiritueux a.s.b.l. |
| 25. Groupement Luxembourgeois des Négociants d'Acier a.s.b.l. |

| | |
|-----|---|
| 26. | Association des Grossistes en appareils sanitaires et de chauffage du G.D. de Luxembourg a.s.b.l. |
| 27. | Groupement des Grossistes Répartiteurs luxembourgeois en produits pharmaceutiques a.s.b.l. |
| 28. | Groupement des Concessionnaires Répartiteurs luxembourgeois en spécialités pharmaceutiques a.s.b.l. |
| 29. | (Fédération Luxembourgeoise des Négociants en matériaux de construction) FEMACO a.s.b.l. |
| 30. | Association des Commissionnaires, Marchands et Transporteurs de bétail et de viande du Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l. |
| 31. | Groupement des Importateurs et Grossistes de matériel électrique a.s.b.l. |
| 32. | Fédération Luxembourgeoise des Importateurs-Grossistes en papier et papeterie a.s.b.l. |
| 33. | Groupement des Entrepreneurs de Transports a.s.b.l. |
| 34. | Fédération des Déménageurs luxembourgeois a.s.b.l. |
| 35. | Fédération Luxembourgeoise des Exploitants d'Autobus et d'Autocars a.s.b.l. |
| 36. | Verband der Luxemburger Videothekähre a.s.b.l. |
| 37. | MarkCom Association des agences conseils en marketing et communication a.s.b.l. |
| 38. | Design Luxembourg a.s.b.l. |
| 39. | Espace Pub a.s.b.l. |
| 40. | Union luxembourgeoise de la production audio-visuelle a.s.b.l. |
| 41. | Groupement des Syndics Professionnels du Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l. |
| 42. | Luxembourg Airfreigh Forwarders'Association a.s.b.l. |
| 43. | Union professionnelle des services médico-techniques (Medizintechnischer Fachhandel) a.s.b.l. |
| 44. | Association des Professionnels de la Société de l'Information (APSI) a.s.b.l. |
| 45. | Fédération des Courtiers d'Assurances de Luxembourg a.s.b.l. |
| 46. | Groupement vum Letzebuerger Landhandel a.s.b.l. |
| 47. | Association des Professionnels des Foires et Marchés a.s.b.l. |
| 48. | Fédération luxembourgeoise des loueurs de véhicules (FLLV) a.s.b.l. |
| 49. | Fédération luxembourgeoise des importateurs, distributeurs et Concessionnaires d'équipements techniques et de matériels sur les Entreprises et les collectivités a.s.b.l. |
| 50. | OPAL (Fédération des opérateurs alternatifs du Luxembourg) a.s.b.l. |
| 51. | Fédération de la Mode a.s.b.l. |
| 52. | Fédération des Antiquaires et Brocanteurs du Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l. |
| 53. | Chambre Immobilière du Grand-Duché de Luxembourg a.s.b.l. |
| 54. | Fédération Luxembourgeoise des Laboratoires d'Analyses Médicales |
| 55. | ADAL (Association des Distributeurs Automobiles Luxembourgeois) |
| 56. | Groupement d'assistance, remorquage et dépannage Luxembourg |
| 57. | Syndicat des pharmaciens luxembourgeois |
| 58. | Felsea (Fédération luxembourgeoise des services d'éducation et d'accueil pour enfants) a.s.b.l. |

Liste des organisations partenaires

| | |
|-----|--|
| 1. | IRU – Union Internationale des Transports Routiers |
| 2. | Leaseurope – European Federation of Leasing Companies' Associations |
| 3. | CECRA – European Council for Motor Trades and Repairs |
| 4. | Eurocommerce |
| 5. | CEGROBB – Communauté européenne des associations du commerce de gros en bières et autres boissons |
| 6. | UFEMAT – Union européenne des fédérations nationales des négociants en matériaux de construction et des producteurs |
| 7. | CEEV – Comité européen des entreprises de vins |
| 8. | FIVS – Fédération internationale des vins et spiritueux |
| 9. | IBF – International Booksellers Federation |
| 10. | EBF – European booksellers federation |
| 11. | CEPI – Conseil européen des Professions immobilières |
| 12. | FIABCI – Fédération Internationale des professions de l'immobilier |
| 13. | BEDA – The Bureau of European Design Association |
| 14. | Alliance européenne pour l'éthique en publicité |



Impressum

Edition – Rédaction clc • 7, rue Alcide de Gasperi • L-1615 Luxembourg • B.P. 482 • L-2015 Luxembourg • Tél.: 439 444-1 • Fax: 439 450 • info@clc.lu • www.clc.lu
Conception & Coordination: clc – diane.susilo@clc.lu / **Conception & Layout**: www.saint-paul.lu / **Impression**: myprint.lu